

“LES RELIGIONS ET LE CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN”

Mémoire de géopolitique

du lieutenant-colonel Michael Meinel (Allemagne)

dans le cadre de l'étude dirigée

“La géopolitique des religions”

Sous la direction de M Chauprade

Avril 2001

LES RELIGIONS ET LE CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN

Traduit de l'allemand par le Service des Langues de la Bundeswehr
(à l'exception des paragraphes 1.2.3, 1.4., 2.3., 3.3. , 3.4 et résumé)

Sommaire

Partie I:

Le cadre religieux dans le conflit israélo-palestinien

Définitions: Palestine, Israel, la Terre Sainte

Le cadre géopolitique du conflit

Les racines historiques de la dimension religieuse du conflit

Partie II:

Le point de vue des grandes religions sur le conflit

La sacralisation du conflit par les grandes religions

Les protagonistes religieux

Partie III:

La représentation de la religion dans la vie politique

La relation entre l'Etat et la religion

Les protagonistes politiques

L'instrumentalisation du fait religieux par la politique

Introduction

Depuis 1948 au plus tard, l'année de la fondation de l'Etat d'Israël, situé dans un entourage d'Etats uniquement arabes, Israël / la Palestine constitue une zone de conflit, dont les facteurs géopolitiques relèvent d'une importance existentielle pour les parties impliquées dans ce conflit et qui menacent de déstabiliser la région entière. Néanmoins, l'ensemble des tentatives à l'instauration de la paix échoue face aux réserves fondamentales d'au moins une des parties impliquées dans ce conflit, dans un pays qui est considéré de terre sainte par tous les trois religions descendantes d'Abraham. Le mémoire présente donc « des religions et du conflit israélo-palestinien », dans le but d'étudier la place que la religion prend en tant que facteur géopolitique en Israël / la Palestine.

Dans une première approche du sujet, la première partie du présent mémoire sera consacrée à l'établissement du cadre conflictuel du problème que constitue la Palestine. Partant de la situation géopolitique du pays, l'identité réciproque des peuples qui s'affrontent sera mise en relation avec leur représentation territoriale. Les problèmes géopolitiques réels évoqués aideront à évaluer le fait religieux convenablement. Finalement, la considération sous un angle historique permettra de révéler les continuités et les inconstances du conflit survenues pendant ce siècle en tenant compte du point de vue religieux.

Les deuxième et troisième parties du mémoire traiteront des deux questions centrales par rapport à la dimension religieuse des raisons géopolitiques sur lesquelles le conflit est basé¹ :

1. Les religions déploient-elles, de manière autonome des Etats, des ambitions géopolitiques ?
2. Comment les Etats utilisent-ils le fait religieux ?

La deuxième partie aura comme sujet principal les protagonistes cléricaux ainsi que la manière dont ils se servent pour attiser les conflits nés de la territorialisation des peuples au moyen de la sacralisation du territoire. L'étude du rôle joué par des protagonistes religieux externes impliquera l'analyse de leur influence sur la politique étrangère du pays d'origine concerné. Mais puisque l'analyse du problème cité dépassera les limites du présent mémoire, il s'impose de le laisser de côté. Egalement seront exclus les détails sur la question des lieux Saints de Jérusalem étant sujet d'un exposé de l'auteur dans le cadre de l'étude dirigée « La géopolitique des religions ».

Partant du rôle joué par les religions dans l'organisation sociale de l'Etat israélien respectivement des territoires autonomes, ainsi que des objectifs visés par les protagonistes

¹ cf. Chauprade, 1999, p.136.

politiques, l'instrumentalisation de la religion par la politique sera finalement analysée au fil des incidents survenus ces derniers dix mois.

1^{re} partie: Le cadre religieux dans le conflit palestinien-israélien

1.1 Définitions : la Palestine, Israël, la Terre sainte

La zone où se déroule le conflit israélo-palestinien a plusieurs désignations qui ont des connotations idéologiques différentes : à savoir "Israël", "la Palestine" ou "la Terre sainte". Étant donné que "la Palestine" s'est imposée dans le langage scientifique en Europe en tant que désignation géographique du pays, elle semble pourtant être la plus neutre du point de vue idéologique. C'est pour cela qu'elle a été retenue dans ce mémoire pour désigner la zone en question. Lorsqu'il est fait référence aux Écritures de l'Ancien Testament ou à l'État existant, le terme "Israël", plus opportun dans ce cas, sera employé. Pour la description des positions chrétiennes à caractère religieux nous préférons la dénomination "Terre sainte".

Les frontières de la Palestine varient en fonction de la position politique ou religieuse de l'observateur. En tenant compte de la réalité politique, le territoire de la Palestine englobera dans ce qui suit le territoire actuel de l'État d'Israël, y compris les territoires occupés. Les conceptions divergentes de cette définition seront mentionnées là où cela paraît utile.

1.2 Le cadre géopolitique du conflit

1.2.1 La situation géopolitique de l'ensemble Israël/Palestine

La Palestine constitue un pays de liaison classique. Au sud-est, elle est limitrophe de l'Égypte et donc de l'Afrique. Au nord-est, elle assure la jonction par la Syrie avec la Mésopotamie et par conséquent avec l'Asie. À l'ouest, elle fait jonction avec l'Europe et l'Atlantique par la Méditerranée, à l'est elle est limitrophe du désert arabe et, d'un point de vue religieux, du chemin de pèlerinage des musulmans qui mène de Damas à la Mecque. Au sud-ouest le pays est situé au bord de la mer Rouge. Les montagnes au centre de la Palestine faisant l'effet d'obstacle, les grands axes longent la plaine côtière vers le nord-sud. Depuis toujours la côte ne se prête pas à l'aménagement de ports naturels. De ce fait, la Palestine n'a jamais été un pays de transit classique bien qu'elle relie trois continents et deux mers.

Dès la fondation de l'État d'Israël en 1948, un État juif est entouré par des États arabes dont la majorité est islamique, à savoir par l'Égypte, la Syrie et la Jordanie qui touche les pays du Golfe. Seul le Liban, pays multiconfessionnel au nord, constitue une exception. Du point de

vue géostratégique, Israël est soutenu par l'Europe occidentale et les États-Unis grâce à la Méditerranée.²

1.2.2 La population et l'appartenance aux religions

Le terme "Palestiniens" désigne en général les Arabes palestiniens, peuple de six millions de personnes qui se divise en trois catégories : 900 000 Palestiniens israéliens possédant la nationalité israélienne depuis 1948, 2,3 millions de Palestiniens des territoires occupés depuis 1967 et les Palestiniens de la Diaspora dont deux millions rien qu'en Jordanie.³ Selon les statistiques des Nations Unies, 3,3 millions de Palestiniens ont le statut de réfugiés et environ un million vit toujours dans les camps⁴ situés dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, en Syrie et au Sud-Liban.⁵ Les Palestiniens sont pour la plupart des musulmans sunnites, 8 % d'entre eux sont chrétiens.⁶

Aujourd'hui, Israël a quelque 5,5 millions d'habitants. Au sein de la communauté juive d'Israël et des territoires occupés on peut distinguer trois catégories :⁷ Les Juifs ashkénazes qui ont immigré en Palestine au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle en tant que sionistes⁸ convaincus sont désignés comme "le premier Israël". Provenant essentiellement de l'Europe ils ont créé l'esprit pionnier des années de construction de l'État d'Israël après 1948. Le "deuxième Israël" est constitué par les Juifs séfarades. Ceux-ci ont immigré au XX^e siècle en provenance de l'Europe du sud-est, de l'Afrique du Nord et de l'Asie. Parmi eux comptent également les Juifs orientaux venant de l'Afrique du Nord et des États arabes. Ce groupe de population était en majorité composé d'artisans et de paysans, eux partisans d'un judaïsme plutôt traditionnel qui gardait souvent les valeurs et les us et coutumes des pays d'origine de ses adhérents. Aujourd'hui, la majorité des Israéliens orientaux occupe des positions inférieures. Leur revenu moyen s'élève à 87 % de celui des Ashkénazes. De toute façon on doit constater, que la fusion des différentes composantes de la communauté juive n'a été que partielle. Même si les juifs se définissent d'abord comme Israéliens, ils se reconnaissent aussi comme issus d'une famille originaire d'un certain pays de la diaspora.⁹ Le "troisième Israël" désigne les Arabes israéliens, pour la plupart, musulmans sunnites et

² cf. Nieswandt, 1998, pp. 12-13.

³ cf. Chauprade et al., 1998, p. 303.

⁴ cf. annexe 1 et annexe 2 pour un tracé général des camps.

⁵ cf. Gresh et al., 1996, pp. 276-278.

⁶ cf. Nieswandt, 1998, p.4.

⁷ cf. Tophofen, 1995, pp. 40-

⁸ cf. paragraphe 1.2.4. « Le mouvement sioniste ».

⁹ cf. Lemarchand et al., p. 20.

orthodoxes (85%)¹⁰ qui ont colonisé le pays dès la conquête de la Palestine par les Arabes au VII^e siècle. Touchant un revenu moyen qui se monte à 66 % de celui des Ashkénazes, les Arabes israéliens sont considérés comme défavorisés du point de vue social par rapport à la population juive. Vu le taux de chômage de 20 %, 48 % de la population arabe d'Israël vivent au-dessous du seuil de pauvreté.¹¹

81,1 % de la population israélienne sont juifs. Les autres 18,9 % sont de non-Juifs¹² dont des musulmans arabes (14,2 %), des chrétiens (3 %) et des Druzes (1,7 %).¹³

La communauté chrétienne en Palestine est très hétérogène. Les 125 000 chrétiens palestiniens qui vivent toujours dans leur pays natal sont, pour la plupart, membres de l'Église catholique grecque associée à Rome (env. 45 000), tandis que la deuxième catégorie appartient à l'Église orthodoxe grecque (35 000). L'église catholique romaine comprenant environ 12 000 fidèles occupe la troisième place. Les chrétiens autochtones de Palestine se distinguent par une attitude ambivalente envers les musulmans et les Juifs. D'un côté, en tant que minorité, ils s'identifient au monde occidental chrétien dont ils ne partagent pourtant pas le point de vue sur l'État d'Israël, car ils n'ont pas les sentiments de culpabilité provenant de l'holocauste. D'un autre côté, les chrétiens sont obligés de souligner leur identité arabe qui est leur raison d'être parmi les Arabes.¹⁴

Les zones d'habitat des différentes religions figurent à l'annexe 4, l'annexe 5 donne un aperçu de la densité de la population. Il est frappant de voir que la population musulmane vit aujourd'hui dans les pays d'origine traditionnels des Juifs (Samarie et Galilée), tandis que la majorité de la population juive s'est installée dans la bande côtière fructueuse. Ainsi l'est de Jérusalem constitue pour les juifs le seul lien territorial à la terre de leurs ancêtres.

Une minorité chrétienne non négligeable vit en Cisjordanie. Dans la bande de Gaza, par contre, la population est exclusivement musulmane.

1.2.3. Les enjeux géopolitique

Avant de se plonger dans la dimension religieuse du conflit palestinien-israélien il faut retenir les enjeux géopolitiques qui sont liés à l'identité d'Israël même, le territoire et la population. Dans ce chapitre, il ne s'agit pas de préjuger de l'absence d'une origine religieuse au conflit

¹⁰ cf. Koch, 1993, p

¹¹ cf. Nieswandt, 1998, p. 309.

¹² cf. annexe 3 pour la proportion de non-Juifs par région.

¹³ cf. Tophofen, 1995, p.40.

¹⁴ cf. Watzal, 21.02.1992.

mais de montrer le contexte conflictuel pour pouvoir mieux comprendre la suite de ce mémoire.

Toute politique étatique est le produit de la réalité identitaire, la réalité géographique et la géoéconomie des ressources.¹⁵ Dans le cours de ce mémoire on parlera plusieurs fois de l'identité des différents peuples concernés. En ce qui concerne les enjeux géopolitique, il faut retenir le conflit identitaire majeure, qui est celui de l'identité de l'Etat Israël lui même : Doit-il être un état juif ou un état des citoyens ? Cette question est directement liée à la nature de sa démocratie. A l'origine l'État d'Israël se voulait juif, démocratique et israélien.¹⁶ Cette notion a subi une crise notamment pendant l'Intifada de 1987.¹⁷ Dans les conditions de l'époque, en renonçant à la Cisjordanie, il ne pouvait pourtant être que juif et démocratique, et non pas israélien. En tenant compte des territoires occupés, il ne pouvait être que juif et israélien, et non pas démocratique. Pour le cas où les Palestiniens deviendraient des citoyens à part entière, il aurait pu être israélien et démocratique, et non pas juif. En effet, malgré leur situation économique les arabes israéliens s'accommodent mieux de leur statut actuel qui leur permet de profiter du système démocratique, éducatif et organisationnel, que d'un avenir palestinien incertain.¹⁸ Sur l'arrière plan de la discussion de la citoyenneté d'Israël, on trouve les différents taux de fécondité de la population juive, qui est de 2,6 enfants par femme, et de la population arabes (4,6 enfants par femme). Si Israël n'a pas annexé les territoires occupés, c'est par crainte des juifs de se trouver un jour dans une population majoritairement arabe. Dans ce cadre, la question du statut des palestiniens de la diaspora devient crucial. Selon les accords d'Oslo, uniquement le statut des « personnes déplacées » de la guerre de 1967 est négociable, alors que les « réfugiés » de 1948 devraient être intégrés dans les pays d'accueil selon la position israélienne. Dans les pays arabes concernés les populations chrétiennes et chiites craignent que la croissance de la population sunnite ne rompe les équilibres communautaires fragiles ; en Syrie c'est la minorité alaouite contrôlant le pays qui s'oppose à cette idée. De plus Israël ne peut pas accepter un droit de retour sur son propre territoire parce que ça supposerait que les villes de Jaffa et Haïfa redeviendraient des villes arabes. L'Autorité palestinienne se contente de réclamer un droit au retour vers l'état palestinien, envisagé même si cette question n'est pas une priorité pour elle sachant que la puissance économique de la zone d'autonomie et l'infrastructure disponible sont déjà insuffisants pour les palestiniens sur place.

¹⁵ cf. Chauprade, p.55.

¹⁶ cf. paragraphe 1.3. « le mouvement sioniste » et « la fondation de l'Etat d'Israël en 1948 ».

¹⁷ cf. paragraphe 1.3. « L'émeute des Palestiniens en 1987 et le processus de Paix ».

¹⁸ cf. Wolffsohn, 1992, p.272.

Le deuxième volet de la politique dans le cadre du conflit israélo-palestinien est la question territoriale de l'Etat Israël, qui s'exprime en outre dans une dimension sécuritaire et une dimension propriétaire. Tout d'abord on traitera la question de la sécurité d'Israël. Si Israël occupe aujourd'hui toujours les territoires conquis en 1967, c'est parce que le Golan et la Cisjordanie jouent une fonction d'alerte par rapport aux agressions des voisins arabes, le Jourdain est une frontière naturelle difficile à franchir lors d'une attaque et notamment la Cisjordanie augmente la profondeur stratégique d'Israël de 14 à 50 km.¹⁹ Or, cette sécurité gagnée par les territoires occupés, pour certains israéliens n'est qu'une leurre compte tenu de la portée des missiles irakien et une prolifération croissante. Par conséquent, la formule « territoire contre la paix » de la gauche s'oppose donc à la vieille position de la droite de maintenir les avantages stratégiques à tout prix. La deuxième dimension de la question territoriale soulève des problèmes de propriété. Les terres de Cisjordanie sont majoritairement contrôlées par Israël en tant que terres domaniales, colonies ou domaines militaires. A l'origine, l'implantation des colonies en Cisjordanie suivait une logique de sécurité et de séparation des populations sur place, visant à contre-encercler les localités palestiniennes. Aujourd'hui, on distingue les colonies de sécurité, les colonies de peuplement et les colonies à vocation religieuse.²⁰ Ils sont liés au territoire d'Israël par un réseau routier qui permet aux colons de rejoindre Israël en évitant les villes arabes. Les routes respectives sont interdites aux Palestiniens. Quant aux colonies de vocation religieuses elles représentent une menace permanente de la paix civile. Les députés ultra-religieux de ces colonies se rendent à Hébron, qui est la ville du tombeau des Patriarches tous les shabbath. « Avant d'être assassiné, Rabin a comparé cette mouvance au Hamas . »²¹ L'annexe 9 montre la situation actuelle en ce qui concerne les propriétés de la terre dans les territoires occupés. En tout état de cause encore une fois Israël a le choix entre l'évacuation des territoires occupés ou de maintenir le statut des colonies en installant une « situation d'apartheid ».²²

Sur le volet géoéconomique des ressources du conflit, on se limitera à la question du partage de l'eau.²³ Au début du troisième millénaire, Israël, la Jordanie, la Cisjordanie et Gaza risquent de souffrir d'un déficit d'eau de l'ordre de 30%. Actuellement, Israël dispose de la quasi-totalité des ressources en eau de la région. Pour un tiers, Israël s'approvisionne dans les régions contestées et il ne reste plus de ressource exploitable en plus. Dans le cadre d'une

¹⁹ cf. annexe 6.

²⁰ Les annexes 7 et 8 montrent les positions des colonies juives dans la bande de Gaza et en Cisjordanie en précisant les colonies définies comme stratégiques par le gouvernement israélien en 1992.

²¹ cf. Lemarchand, 1996, p. 85.

²² ibid, p. 85.

²³ ibid, pp. 76-80.

croissance démographique non-négligable et d'une augmentation des besoins liée au progrès économique dans une région semi-désertique, le problème devient crucial. Actuellement, on peut constater une inégalité par rapport au partage des eaux. A Gaza par exemple, les colons juifs disposent de six fois plus d'eau que les Palestiniens, en Cisjordanie 60% de l'eau est soit consommé sur place par les colons, soit envoyé en Israël. Il est clair qu'une répartition territoriale doit aussi résoudre la question du partage des ressources en eau ce qui rend le problème beaucoup plus difficile.

1.3. Les racines historiques de la dimension religieuse du conflit

Ce chapitre vise à étudier dans quelle mesure l'action politique dans le conflit israélo-palestinien a été déterminé dans le passé par des motifs religieux. L'évolution du conflit moderne a son origine dans l'année 1917, tandis que, dans l'histoire récente, la guerre des Six-Jours en 1967 et le début de l'Intifada en 1987 ont profondément changé la pensée politique et religieuse des parties concernées. Ces événements soulignent l'importance attachée jusqu'à nos jours au problème de la religion dans ce conflit.

Le mouvement sioniste

Par suite d'exactions antisémites dans l'Europe entière, le sionisme s'est développé en tant que manifestation d'un mouvement national juif, dont Theodor Herzl est considéré comme le fondateur. Herzl était convaincu que le seul moyen contre l'antisémitisme en Europe serait l'émigration en masse dans un autre pays. Selon lui, les relations des Juifs avec les autres nations ne pouvaient se normaliser avant que les Juifs aient leur propre Etat. Les différentes étapes menant à la fondation de l'État ont été définies dans le programme de Bâle de 1897 : "Le sionisme aspire à la création d'un foyer pour le peuple juif en Palestine qui sera garanti de droit public." Pour atteindre cet objectif le congrès a envisagé la mise en œuvre des mesures suivantes : promotion de la colonisation de la Palestine par des colons juifs, regroupement de la population juive dans des unités administratives appropriées, renforcement de la conscience du peuple juif et les démarches politiques nécessaires pour que les gouvernements concernés donnent leur aval à la fondation d'un État.²⁴

Contrairement à la majorité des sionistes de l'Europe de l'Est, Theodor Herzl, lui-même, n'a nullement considéré la Palestine comme étant le seul territoire possible pour une colonie juive. Il a aussi négocié la création d'un foyer en Argentine, en Ouganda ou au Sinaï du Nord.

²⁴ cf. Herzl, p. 5-6.

Néanmoins, il voyait dans la Palestine « le foyer national inoubliable »²⁵ le plus attrayant pour la population juive dans le monde entier. Dans une perspective qui peut être qualifiée de géopolitique, il considérait un État neutre juif en Palestine comme une « partie du remblai [européen] contre l'Asie »²⁶. En aucun cas Herzl n'a instrumentalisé la religion pour arriver à ses fins politiques. Il ne considérait la question juive « ni comme une question sociale ni comme une question religieuse »²⁷, mais comme une question nationale en raison de l'incapacité des Juifs à s'intégrer dans la communauté nationale où ils vivaient tout en préservant leur foi. En ce qui concerne les Lieux saints de la chrétienté il a proposé une extraterritorialisation en vertu du droit international. Les Juifs devaient monter "la garde autour des Lieux saints et mettre leur existence en gage pour l'accomplissement de ce devoir"²⁸.

La Palestine sous mandat britannique 1918-1948

La conquête de la Palestine par les troupes britanniques en 1917 a mis fin à l'histoire de plus de quatre siècles du règne ottoman sur ce pays. Après la Première Guerre mondiale, la Palestine a été placée sous mandat britannique dans le but de lui rendre son indépendance ultérieurement. Dans la déclaration Balfour de 1917 le gouvernement britannique s'était prononcé en faveur de la création d'un foyer national juif en Palestine envers l'organisation sioniste britannique.

De par l'acquisition de grandes parties de terres, l'organisation sioniste est parvenue, jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, à instaurer une communauté juive fonctionnante en Palestine avec en son sein une organisation d'autodéfense paramilitaire qui a précédé l'armée ultérieure. Lors des négociations de paix à Paris les sionistes n'ont pas réussi à faire adopter leurs idées du territoire idéal qui devait, entre autres, comprendre une zone située à l'est du Jourdain et s'étendant jusqu'à proximité de la ligne de chemin de fer du Hedjaz²⁹ d'une part et le Sud-Liban d'autre part. Lorsque, en 1922, la Transjordanie a été séparée du territoire mandataire, le mouvement sioniste a connu une division d'où est issue l'organisation précurseur de la coalition du Likoud³⁰ d'aujourd'hui.

²⁵ *ibid.*, p. 213.

²⁶ *ibid.*, p. 213.

²⁷ *ibid.*, p. 201.

²⁸ *ibid.*, p.213.

²⁹ le chemin de fer Hedjaz relie Damas aux lieux de pèlerinage musulman.

³⁰ cf. paragraphe 3.2.1 « partis et mouvements juifs - le bloc Likoud ».

La fondation de l'État d'Israël en 1948

Après la Seconde Guerre mondiale, suite à la proclamation de la Grande-Bretagne de mettre fin à son mandat en Palestine le 15 mai 1948, le monde occidental ainsi que les États-Unis étaient en proie à une forte pression morale. Depuis qu'on connaît les vraies dimensions de l'extermination des Juifs en Allemagne, la solution sioniste est apparue comme la seule solution possible aux Juifs du monde entier, et ceci d'autant plus qu'à l'époque du régime nazi aucun pays civilisé n'a été disposé à accueillir les Juifs en grand nombre. En 1947, la résolution 181 de l'ONU a réglé la division de la Palestine en deux États indépendants, l'un arabe et l'autre juif. Le nouvel État d'Israël a réussi, entre 1947 et 1949, à se défendre contre cinq États arabes agresseurs. La création d'un État d'Israël constituait un défi religieux tant pour le judaïsme que pour le christianisme et l'islam. Pendant des siècles ces derniers avaient considéré la non-existence d'un État juif comme preuve du caractère obsolète du judaïsme. Pour les Juifs, au contraire, c'était le début du débat sur les frontières idéales du pays et sur la loi régissant la vie publique : la loi divine ou la loi faite par l'homme ?³¹

La guerre des Six-Jours en 1967

Pendant la guerre de Six-Jours, Israël a pu conquérir un territoire correspondant environ aux grands royaumes des rois bibliques David et Salomon : L'occupation de la presque île du Sinaï, de la bande de Gaza, de la Cisjordanie correspondant géographiquement aux pays bibliques de Judée et Samarie ainsi que de Jérusalem-Est a suscité des émotions chez les adhérents de toute religion. Un nombre croissant de groupuscules motivés par la religion est alors entré sur la scène politique, aujourd'hui désignés comme fondamentalistes. Étant donné leur succès militaire brillant, les Juifs et surtout les chrétiens protestants et fondamentalistes en Europe et aux États-Unis se sont posé la question de savoir si ce n'est pas Dieu lui-même qui est intervenu dans le déroulement de la guerre pour marquer le début de l'ère messianique. Dans le monde entier, les Juifs ont abandonné leurs réserves sur le sionisme et se sont définitivement solidarisés avec l'État d'Israël.³²

Dans l'optique des musulmans, par contre, la défaite écrasante était due à une confiance non-justifiée dans les valeurs occidentales séculières telles que le nationalisme, la sécularisation et le socialisme, ce qui fut pour eux une raison de se rappeler une fois de plus leurs propres racines islamiques. Dès lors, les Palestiniens ne se contentaient plus de se considérer comme

³¹ cf. Nieswandt, pp.105-110.

³² ibid., pp. 112-113.

nation, mais ont commencé eux-mêmes à prendre leur destin en main. En 1967, les États arabes ont reconnu l'OLP comme seul représentant des intérêts palestiniens. Dorénavant, l'OLP a lutté contre le gouvernement israélien à partir de son exil. La réunification de l'ancien territoire sous mandat a pourtant permis aux Arabes israéliens de se solidariser activement avec les Palestiniens des territoires occupés.³³

L'issue de la guerre du Kippour en 1973 a encore renforcé ces tendances. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine et à l'aide des fournitures d'armes des États-Unis que l'armée israélienne a réussi à arrêter l'offensive des voisins arabes. La guerre qui pour le côté arabe a été un succès partiel s'est révélée, par contre, être une preuve de la force de l'islam, l'attaque étant lancée pendant le ramadan et les forces armées égyptiennes ayant traversé la frontière israélienne en criant "allahu akbar". Du côté israélien ce conflit a laissé un vide idéologique dont les post-sionistes ont profité pour renouer avec le mouvement pionnier et de colonisation de la phase de construction en vertu de leurs valeurs morales.³⁴

L'émeute des Palestiniens en 1987 et le processus de paix

Le 8 décembre 1987 la population palestinienne s'est spontanément insurgée dans les territoires occupés. Cet événement marque un tournant dans l'évolution du conflit israélo-palestinien, tournant qui, jusqu'à nos jours, détermine l'attitude des différents acteurs dont notamment les éléments religieux se voyaient obligés de revoir leurs positions et stratégies.

Sur le plan de la politique intérieure, les affrontements au cours de l'Intifada ont poussé la population israélienne dans une grave crise morale. Pour la première fois, l'armée israélienne n'a pas été employée contre un ennemi armé mais contre des enfants jetant des pierres. Les antisémites dans le monde entier ont constaté non sans un malin plaisir qu'il n'y avait pas de différence entre le comportement adopté par les Israéliens, dans leur propre État, envers les Palestiniens et celui adopté à l'époque par les autres États envers les Juifs de la Diaspora. Des voix du public américain et même de la communauté juive se sont élevées pour demander le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés en conformité avec les résolutions 242 et 338 de l'ONU adoptées en 1967.

Outre la crise morale, l'Intifada avait engendré une crise d'identité de l'État d'Israël, qui a déjà été décrit.³⁵

³³ *ibid.*, pp.113-114.

³⁴ le mouvement qui avait le plus de succès dans cet égard était le Gush Emunin, cf. paragraphe 3.2.1. « partis et mouvements juifs – Gush Emunin ».

³⁵ cf. paragraphe 1.2.3. « Les enjeux géopolitiques ».

En raison des victimes parmi la population et les pertes économiques subies par suite des affrontements les Palestiniens ont pris encore plus de conscience de leur identité nationale.

La pression internationale et la succession du parti travailliste israélien à la coalition du Likoud dans les élections législatives en 1992 ont enfin préparé le terrain pour l'accord israélo-palestinien sur l'autonomie de la bande de Gaza et de Jéricho conclu en 1993.³⁶ Auparavant, Israël et l'OLP s'étaient reconnus mutuellement. Le roi Hussein de Jordanie avait déjà en 1988 renoncé à ses revendications territoriales en Cisjordanie.

Les Accords d'Oslo définissaient les grandes lignes de l'Autonomie des Territoires occupés. Ceux-ci seront divisés en trois zones. Dans la zone A le retrait israélien est totale et une autonomie est accordée à l'autorité palestinienne comprenant les domaines éducation, culture, santé, affaires sociales, taxation directe et tourisme. Dans la zone B, dans laquelle vivent 68% de la population palestinienne l'autorité dispose seulement des pouvoirs civils, alors que Israël conserve l'autorité globale en matière de sécurité. La zone C comprend les zones non-peuplées de Palestiniens, les zones d'importance stratégique pour Israël et les points de peuplement juifs. Dans cette zone là Israël a conservé la responsabilité complète en matière de sécurité et d'ordre public.³⁷ L'annexe 10 montre l'extension des différentes zones.

Sont toujours des sources de conflit les questions portant sur les détails d'un règlement définitif comme le statut de Jérusalem, le droit des réfugiés palestiniens au retour, les garanties de sécurité pour Israël, les questions frontalières et les questions portant sur les relations extérieures du territoire autonome.

1.4. Conclusion

Le conflit israélo-palestinien est né de la confrontation de l'Etat israélien avec le peuple palestinien qui cherche à obtenir un statut d'Etat alors que les citoyens futurs seront en partie de nationalité israélienne ou qu'ils habitent en partie dans les territoires occupés par Israël ou alors dans des pays tiers comme par exemple la Jordanie voire la Syrie.

Quant aux facteurs liés à la création d'identités dans le cadre de ce conflit, le sionisme représente, par rapport au judaïsme traditionnel, une rupture en confrontant l'identité confessionnelle avec un nationalisme judaïque qui se projette sur la Palestine en tant que territoire d'origine du peuple judaïque³⁸. Les Palestiniens, par contre, qui, d'un point de vue ethnique, ne se distinguent pas de leurs voisins arabes, ripostent, face à ce défi, par un nationalisme arabe façonné sur l'exemple occidental. Une identité des palestiniens ne se crée

³⁶ cf. Lemarchand et al., pp. 130-132.

³⁷ cf. Lemarchand et al., 1996, p.132.

³⁸ cf. Chauprade et al., 1998, p. 209.

qu'après des dizaines d'années de confrontation avec Israël, pouvant être qualifiée de communauté d'infortune et de souffrance.

L'effet lié à la création d'une identité par la religion est d'abord à considérer comme secondaire même si les Palestiniens en sont revenus aux valeurs islamiques depuis 1967 et même si cette année marque la naissance de l'extrême droite israélien qui trouve dans le mouvement des colons une base de soutien massive. Cette première appréciation sera remise en question en profondeur dans les deuxième et troisième parties.

Les Palestiniens déduisent de la colonisation arabe, qui remonte au septième siècle, la légitimation de leurs droits de possession sur le territoire, alors que les Israéliens sont dans la mesure de renvoyer, à part de leurs droits fondés dans la bible³⁹, à l'acquisition légale des terres après 1918. Dans l'ensemble, le conflit peut être désigné de « conflit d'antériorité » classique si l'on tient à classer l'acquisition légale des terres.

Du point de vue géopolitique, le conflit remonte essentiellement à la question territoriale. Dans ce contexte, les minorités, qui n'habitent pas au cœur du territoire colonisé de l'ethnie concernée, constituent le problème principal dans la recherche d'une solution politique qui sera capable de garantir la sécurité d'Israël à l'intérieur et à l'extérieur ainsi que la capacité de survie de l'Etat palestinien. En ce qui concerne le territoire israélien, ce sont les Palestiniens qui revendiquent un droit de retour sur le territoire israélien, ainsi que la minorité palestinienne en Israël qui représente déjà à l'heure actuelle un défi démographique pour Israël. Du côté des Palestiniens, ce sont les 180 000 colons juifs des territoires occupés, garants de la sécurité d'Israël, qui empêchent pourtant la création d'un Etat palestinien homogène. Ce problème de fond n'a pas été résolu, même pas par les accords d'Oslo.

³⁹ cf. paragraphe 2.1.: « la sacralisation du conflit par les grandes religions »

II^e partie : Le point de vue des grands religions sur le conflit

2.1 La sacralisation du conflit par les grandes religions

Le présent chapitre est consacré à la question de savoir dans quelle mesure des enjeux religieux contribuent à former une identité particulière en Palestine.

Pour ce qui est du judaïsme, il faut à ce sujet en premier lieu consulter l'Ancien Testament où Israël est la terre de la promesse divine, promise à Abraham par Iahvé : "C'est à ta postérité que je donne cette terre, du ruisseau frontalier d'Égypte jusqu'au grand fleuve de l'Euphrate [...]." Les bornes de cette Terre promise coïncident grosso modo avec la configuration du royaume ultérieur de David et constituent, aujourd'hui encore, la base des prétentions des soi-disant idéalistes. En outre, c'est la terre où s'applique la Torah. Cette Loi, donnée au peuple sur le Sinaï, est destinée à la vie menée sur cette terre, une grande partie des prescriptions de la Torah ne pouvant être vécues que dans ce pays. En cas de non-respect des loi, Iahvé est en droit de chasser les Juifs de la Terre promise, ou bien de leur permettre, s'ils ont fait leurs preuves, d'y retourner. Mais, en fin de compte, la promesse faite par Yahvé vis-à-vis du peuple est irrévocable.⁴⁰

Les chrétiens se considèrent eux-mêmes comme étant dans la tradition religieuse judaïque et par là-même, comme cohéritiers des promesses bibliques. Ils remplacent la conception judaïque de la Torah par le message du salut chrétien. Par la croyance en Jésus-Christ, même des païens se trouvant hors de la terre en question peuvent bénéficier de la promesse divine.⁴¹ Nonobstant cette universalisation du message du salut, cette terre reste le lieu de la vie et des œuvres de Jésus-Christ et celle de la tradition religieuse de l'Ancien Testament.

Pour les musulmans, Jérusalem marque la première direction vers laquelle Mahomet adressa ses prières. Le Coran décrit une ascension nocturne de Mahomet qui, en passant par le Sinaï, Hébron et Bethléem, l'amène de la Mecque à Jérusalem et de là aux cieux. Selon les idées musulmanes, le rocher du mont du Temple se trouve directement en-dessous du trône d'Allah et marque donc le troisième Lieu saint de l'islam.⁴²

2.2. Les protagonistes religieux

Dans ce chapitre, il nous importe de répondre à la question de savoir jusqu'à quel point les religions elles-mêmes s'inscrivent, en tant que protagonistes, dans la géopolitique des États. La réponse à cette question sera en premier lieu fonction de l'organisation interne des

⁴⁰ cf. Nieswandt, 1998, p. 335.

⁴¹ *ibid.*, p.348.

⁴² *ibid.*, p.363.

religions. Y a-t-il un clergé? Y a-t-il des structures centralisées qui permettent de suivre des objectifs uniques, ou y a-t-il des courants influents à discerner dans des formes d'organisations décentralisées?

2.2.1 La position judaïque

Suite à la dispersion de la communauté religieuse judaïque à l'époque de la Diaspora, il n'existe pas d'autorité centrale qui guide les croyants dans des questions religieuses. Seule autorité religieuse, les rabbins ont reçu l'autorisation d'enseigner par un autre rabbin qui, pour sa part, leur a donné leur formation. Bien qu'un rabbin ne doive pas forcément assumer une fonction publique, il peut néanmoins être élu à la tête d'une municipalité. Outre son rôle religieux, le rabbin joue un rôle social important pour les familles et pour le bon fonctionnement de la communauté. Certains d'entre eux se spécialisent dans l'enseignement ou la jurisprudence. Le titre de rabbin implique donc tant une certaine autorité administrative qu'une instance morale, mais non pas l'exercice d'un pouvoir religieux.⁴³ Par conséquent, il est impossible de considérer la communauté religieuse judaïque comme protagoniste géopolitique agissant de façon cohérente. Il s'agit plutôt d'identifier un certain nombre de courants au sein de cette communauté afin de pouvoir déterminer, plus tard, l'influence qu'ils exercent sur les acteurs politiques.

Les Juifs orthodoxes, au nombre desquels se comptent 15 % des Israéliens juifs, doivent être qualifiés de très pratiquants. Ils considèrent l'État d'Israël comme sacrilège, l'homme y ayant anticipé, sans en avoir le droit, l'accomplissement de la volonté divine.⁴⁴ L'extermination des Juifs par les nationaux-socialistes a néanmoins forcé les orthodoxes à coopérer avec les sionistes, ne fut-ce que dans certains domaines. Somme toute, les orthodoxes préfèrent toujours l'État d'Israël à toute autre forme de pouvoir. La minorité ultra-orthodoxe, par contre, rejette l'État séculier d'Israël. Ses adhérents vivent à Méa Sheárim, un quartier de Jérusalem, dans l'attente de l'arrivée du Messie. Ils ne participent pas à la vie sociale, n'effectuant pas de service militaire, et vont parfois jusqu'à refuser le paiement d'impôts.⁴⁵

Quant à l'influence du judaïsme orthodoxe en Israël, force est de constater que, depuis le début de l'époque du mandat britannique, la fonction du Grand rabbin a toujours été assumée par des Juifs orthodoxes.⁴⁶ C'est pour cette raison qu'on peut considérer ce courant religieux dans une certaine mesure comme porte-parole du judaïsme en Israël, ce qui s'exprime entre

⁴³ cf. Dictionnaire Encyclopedique Quillet, « rabbin », p.5623.

⁴⁴ cf. Tophofen, 1995, p. 44.

⁴⁵ ibid., p.44.

⁴⁶ cf. Nieswandt, 1998, p.138.

autres dans son influence politique.⁴⁷ A l'époque des rabbins orthodoxes se trouvaient à la tête des émeutes contre le gouvernement Rabin. En plus ils ont, par leurs discours et leurs expertises religieuses, contribué à contester à Rabin la légitimité de renoncer au territoire conquis en faveur du processus de paix. Ils ont surtout critiqué que Rabin agissait sans mandat puisqu'il avait besoin des voix des députés arabes, donc « non-juifs » de la Knesset.⁴⁸

Les Juifs à orientation national-religieuse, inspiré surtout des idées du Grand Rabbin ashkénaze Abraham Kook (1865-1935)⁴⁹, eux aussi, respectent très strictement les prescriptions de la loi religieuse.⁵⁰ Pour eux, le sionisme constitue une possibilité d'accomplir la promesse divine de terre en peuplant le cœur des terres bibliques. Certains ultra-nationalistes cherchent même à créer un État juif de militairement fort à l'instar du royaume de David.⁵¹ Un des leaders spirituel de ce courant, le rabbin de Jaffa considérait la victoire des Israéliens dans la guerre des Six Jours, en 1967, comme récompense divine pour le peuple juif. Suivant sa doctrine, tous les Juifs sont appelés à reconquérir toutes les terres que Dieu leur a promises, dont la Cisjordanie en tant que terre biblique ancestrale.⁵²

À part les orthodoxes et les nationaux-religieux, il y a les traditionnalistes qui respectent une partie plus ou moins grande des lois religieuses, ayant toutefois des convictions plus libérales que les nationaux-religieux.⁵³

Le judaïsme réformé a son origine dans l'Allemagne du siècle des Lumières. Il a, dans le monde entier, plus de 1,2 millions de partisans dont environ 100 000 vivent en Israël. Pour l'idée que l'État d'Israël se fait de lui-même il est de crucial que, contrairement aux Juifs orthodoxes et nationaux-religieux, les Juifs réformés admettent le mariage entre Juifs et non-Juifs et reconnaissent Juif un enfant qui n'est juif que par son père. Dans la Loi religieuse, c'est uniquement l'ascendance de la mère juive qui compte. Les Juifs réformés considèrent la destruction du second Temple et la fin du royaume juif non pas comme châtement de Dieu, mais comme un moyen divin de propager la religion parmi d'autres peuples. Par conséquent, le judaïsme réformé a été d'abord très réservée vis-à-vis du sionisme. Cette attitude changeait suite à l'extermination des Juifs allemands et européens et avec la création de l'État d'Israël. Dans l'optique des Juifs orthodoxes, les Juifs réformés sont des hérétiques dont la marge de manœuvre en Israël est très limitée.⁵⁴

⁴⁷ cf. paragraphe 3.2.1 « partis et mouvements juifs ».

⁴⁸ cf. Watzal, 1996, p.19.

⁴⁹ cf. Nieswandt, 1998, pp.141-145.

⁵⁰ cf. Tophofen, 1995, p.45.

⁵¹ *ibid.*, p.47.

⁵² cf. Watzal, 1996, pp. 16-17.

⁵³ cf. Tophofen, p.47.

⁵⁴ *ibid.*, p.47.

2.2.2 La position chrétienne

L'Église orthodoxe ne participant pas au dialogue chrétien et les Églises autochtones étant pour la plupart d'expression arabe, une description de ces confessions ne peut pas être donnée par manque de sources disponibles. La position des communautés protestantes s'avère, par contre, hétérogène et peu claire.⁵⁵ C'est pourquoi, dans ce contexte, il sera surtout question de la position de l'Église catholique dont la structure hiérarchique avec le pape comme chef suprême fait d'elle le seul protagoniste transnational. En outre, l'Église catholique dispose de son propre État qui entretient des représentations diplomatiques dans d'autres pays. C'est donc de par la nature même de l'église catholique qu'on peut supposer qu'elle a des ambitions géopolitiques.

Avant 1965, la position de l'Église catholique à l'égard du sionisme était très réprobatrice, l'exile séculaire des Juifs étant même considéré comme l'expression d'un châtement de Dieu à cause du rejet de Jésus-Christ.⁵⁶ La menace que semblait constituer le sionisme, notamment dans sa facette socialiste, pour la vie chrétienne, a décisivement influencé cette position qui s'est rigidifiée au cours des années 50 sous l'impact de la guerre froide. En fin de compte, on préférerait le règne musulman, pourtant bien connu, à la vie au sein d'un État sioniste.⁵⁷

Le tournant décisif dans la politique du Vatican à l'égard du Proche-Orient fut le concile Vatican II (1962-1965)⁵⁸. Depuis 1965, on peut constater, d'une part, des efforts théologiques accrus déployés à l'égard du judaïsme, et d'autre part, un rapprochement entre le Vatican et l'islam. Ces efforts visent à résoudre les problèmes du monde moderne d'un commun accord. L'universalité des droits de l'homme revêt une importance tout particulière à cet égard. Cela explique pourquoi, à partir de 1974, le peuple palestinien parmi lequel comptent aussi des chrétiens, se trouve de plus en plus au centre de l'intérêt du Saint-Siège. D'un autre côté, la cible des efforts du Vatican depuis le concile Vatican II n'est plus l'Europe mais est constituée par les pays en voie de développement où, traditionnellement, l'Église catholique est très faiblement représentée, et où elle peut accomplir à sa mission, c'est-à-dire propager la foi chrétienne. Depuis, les chrétiens des pays en voie de développement, de plus en plus sûrs d'eux-mêmes, développent leurs propres théories théologiques et ne partagent nullement la position des pays occidentaux à l'égard d'un État juif, position marquée par l'expérience de l'holocauste. Le Vatican, représentant tous les chrétiens catholiques, ne peut pas se soustraire à cette influence.

⁵⁵ cf. Watzal, 12.02.1992.

⁵⁶ *ibid.*

⁵⁷ cf. Nieswandt, 1998, p. 197.

⁵⁸ *ibid.*, pp.198-205.

Avec sa politique à l'égard du Proche-Orient, le Saint-Siège poursuit deux objectifs. Il s'agit d'une part de réclamer des garanties quant aux Lieux saints et au travail pastoral et pédagogique de l'Église catholique sur cette terre, le statut de Jérusalem étant d'un intérêt tout particulier pour les catholiques. D'autre part, il importe au Vatican de protéger la communauté chrétienne en Palestine. Depuis 1965, on peut constater d'une part, des efforts théologiques accrus déployés à l'égard du judaïsme, et d'autre part, un rapprochement entre le Vatican et l'islam. Ces efforts visent à résoudre les problèmes du monde moderne d'un commun accord. L'universalité des droits de l'homme revêt une importance tout particulière à cet égard. Cela explique pourquoi, à partir de 1974, le peuple palestinien parmi lequel comptent aussi des chrétiens, se trouve de plus en plus au centre de l'intérêt du Saint-Siège. La conclusion de l'accord avec Israël en 1993 constitue une date-clé dans les efforts déployés par le Vatican.⁵⁹ Cet accord sert de base pour l'établissement de véritables relations diplomatiques. Dans cet accord, les deux côtés soulignent l'importance des droits de l'homme ainsi que de la liberté de conscience. L'Église catholique obtient la garantie de l'accès aux Lieux saints et le droit d'entretenir des écoles chrétiennes. En contrepartie, le Vatican s'engage à rester politiquement neutre dans les questions territoriales.

Dans ce contexte, la diplomatie du Vatican s'est faite, ces dernières années, l'avocat des Palestiniens.⁶⁰ D'après le Saint-Siège, l'existence de l'État d'Israël est justifiée du point de vue du droit international, mais non pas d'un point de vue religieux. En Palestine, les chrétiens catholiques sont très bien encadrés par le clergé bien formé de la région. Le point fort des catholiques est constitué par la bonne formation qu'ils reçoivent dans les écoles des communautés religieuses dont bénéficient pourtant également les Arabes musulmans. La présence de hiérarchies ecclésiastiques – chrétiennes – étrangères a souvent fait obstacle à une expropriation des biens appartenant à l'Église par l'État d'Israël qui, lui, se devait, surtout dans les premières années de son existence, de tenir compte de l'opinion mondiale.

2.2.3. La position islamique

Tout comme le judaïsme, l'islam ne connaît ni clergé ni séparation de l'Église et de l'État. L'islam ne peut donc pas, lui non plus, être considéré comme un acteur géopolitique agissant de façon cohérente. En sa qualité de plus haute autorité religieuse le *cadi* veille au respect des lois religieuses. Les problèmes surgissant relèvent de la compétence des jurisconsultes et

⁵⁹ *ibid.*, pp.205-208.

⁶⁰ *ibid.*, p. 207.

"savants" en sciences religieuses (s'appellant mufti, ouléma ou mollah) qui appartiennent à l'une des quatre écoles juridico-théologiques reconnues.⁶¹

Peu nombreuses sont en général les sources musulmanes disponibles dans les langues européennes. Ce qui complique encore les choses c'est le fait que les musulmans modérés, vraisemblablement par crainte d'attentats terroristes, ne demandent que très rarement la parole.⁶²

Comme déjà exposé plus haut, les musulmans ont imputé leur défaite en 1967 à leur faiblesse idéologique et politique. De surcroît, le climat parmi les musulmans s'est dégradé suite à l'expropriation et à la destruction de propriétés musulmans à l'initiative des autorités israéliennes et suite à des fouilles archéologiques au pied du mont du Temple. Les islamistes constituaient désormais, de par leur succès relatif dans la guerre de 1973, une alternative. Avec la révolution islamique en Iran, à partir de 1980, ils pouvaient se vanter d'un succès de plus. Leur objectif est de transformer la société en une société islamique et de créer d'autres États islamiques. Le mouvement islamiste en Palestine se considère comme élément constitutif d'un mouvement mondial. Les islamistes ont invité chaque musulman à acquérir des connaissances relatives à l'islam, surtout en ce qui concerne l'importance que revêt la ville de Jérusalem pour cette religion. D'autre part, ils ont légitimé le djihad contre Israël, jugeant réunies les conditions exigées par le Coran pour le mener : des terres islamiques agressées, les Lieux saints profanés, des musulmans chassés de leur terre, et une violence effrénée causant la mort de vieillards, femmes et enfants.⁶³

Le cheikh Abdallah Nimr Darwish

Les idées fondamentalistes étant plutôt de nature idéologique⁶⁴, il convient mieux de décrire les positions des différents groupes dans le chapitre qui est consacré aux acteurs politiques. Ici, il ne sera fait mention que du cheikh Abdallah Nimr Darwish en sa qualité d'autorité religieuse qui dirige le mouvement islamiste en Israël et doit cette autorité à son droit de dresser des expertises juridiques. Il est considéré comme personnalité particulièrement charismatique jouissant d'une influence croissante parmi la population musulmane. Darwish stigmatise l'immoralité des régimes modernes où des non-musulmans oppriment les musulmans sous prétexte de leur accorder des libertés apparentes. L'alternative permettant de sauver l'humanité est – selon lui – le retour au règne de Dieu au sein d'une société islamique

⁶¹ cf. Dictionnaire Encyclopedique Quillet, « Islam », p.3531.

⁶² *ibid.*, p.266.

⁶³ cf. Nieswandt, 1998, pp.290-292.

⁶⁴ cf. Koch et al., 1993, p.7.

dont la création devient possible par la propagation de l'islamisme, c'est-à-dire par une éducation dans l'esprit de l'islam. Cette mission exige de grands efforts. Même si Darwish évite d'utiliser cette expression, le mot "effort" peut néanmoins être lu comme "djihad". En général, il critique non seulement les structures de pouvoir occidentaux, mais aussi les régimes arabes modernes. Ne nommant guère des États concrets, il reste inattaquable du point de vue politique et juridique. Les effets politiques de ses doctrines ne peuvent pas encore être évalués définitivement, mais feront l'objet d'une étude plus détaillée dans le chapitre consacré aux protagonistes politiques.⁶⁵

2.3 Conclusion

La question centrale, à laquelle cette partie du mémoire avait l'objectif d'apporter une réponse, était de savoir si les religions représentées en Palestine poursuivent une politique géopolitique indépendamment des états. En ce qui concerne les trois religions étudiées, à savoir le christianisme catholique, l'islam et le judaïsme, on ne pourra répondre avec un « oui » clair que pour la position du Vatican. En Palestine, le Vatican mène une politique de réconciliation ayant au programme les objectifs cités ci-dessus. Cette politique est plutôt au service d'une pacification qu'au lieu d'attiser le conflit. S'il n'en était pas ainsi, le pèlerinage du pape en juin de l'an 2000 en Terre sainte aurait provoqué les mêmes exactions qui avaient eu lieu lors de la visite d'Ariel Sharon sur le Mont du Temple. Pour les raisons mentionnées, on ne peut pas dire, en ce qui concerne l'Islam, qu'il poursuive une géopolitique indépendamment des états. Cependant, des courants transnationaux existent au sein de l'Islam qui participent tout de même au conflit de la Palestine d'une façon qui peut être désignée de géopolitique. Cet engagement sera étudié dans la troisième partie du mémoire à cause des caractéristiques plutôt politiques par rapport à la philosophie occidentale.

En ce qui concerne le judaïsme, son implantation en Palestine découle directement du gage de Dieu, c'est à dire de la terre promise. Celle-ci se prête particulièrement à postuler des revendications territoriales légitimées par la religion auxquelles les autres religions ne peuvent opposer que la protection de lieux saints destinés à la mémoire collective, limités à des espaces restreints. D'éventuelles revendications exagérées à caractère religieux, venant en premier lieu du côté des juifs orthodoxes, pourront susciter des réactions extrêmes de la part des musulmans. Le Djihad, qui peut s'exprimer de maintes façons, allant de l'épuration de l'âme jusqu'à la destruction de l'Etat israélien, semble être la réponse des islamistes qui

⁶⁵ cf. Nieswandt, 1998, pp.328-333.

connaît depuis l'année 1967 au plus tard, mais surtout pendant ces derniers mois une affluence renforcée.

Au fond, on peut constater que le conflit israélo-palestinien possède une dimension religieuse qui concerne principalement le judaïsme et l'islam. Dans ce contexte, la minorité chrétienne qui tient un rôle important dans la propagation d'idées laïques, se voit menacée par l'extrémisme juif et par l'extrémisme musulman.⁶⁶ Ni la communauté juive ni l'islam disposent, en raison de leur histoire, d'un clergé centralisé apte à traduire leurs revendications géopolitiques en une géopolitique. La question de savoir dans quelle mesure les religions se servent de la politique pour mettre en pratique leurs ambitions géopolitiques sera néanmoins à étudier dans la troisième partie de ce mémoire.

⁶⁶ cf. Chauprade, 1999, p. 156.

III^e partie : Le rôle de la religion dans la vie politique

3.1 La relation entre l'État et la religion

3.1.1 L'État d'Israël

La conviction de Théodor Herzl, selon laquelle il aurait fallu attribuer à la religion au sein de l'État d'Israël, à l'instar des États sécularisés du monde chrétien, un rôle secondaire, s'est avérée une appréciation erronée, étant donné que la séparation de l'État et de l'Église n'est pas très nette, et que l'orthodoxie exerce une grande influence sur la vie quotidienne. Ainsi, par exemple, Israël ne connaît pas le mariage civil. Des tribunaux religieux avec à leur tête des juges religieux, étant aussi fonctionnaires, décident des questions d'état civil et d'héritage. Le sabbat juif, tous les moyens de transport en commun ne fonctionnent pas, même la compagnie aérienne El Al n'effectue pas de vols ce jour-là. Il en va de même pour les prescriptions religieuses concernant la nourriture auxquelles se conforment tant les compagnies aériennes que l'armée et les services publics. Dès la fondation de l'État, le plus souvent des litiges politico-religieux ont été en effet à l'origine de crises gouvernementales.⁶⁷ Tout compte fait, il faut considérer Israël comme un État démocratique occidental exposé à de fortes influences théocratiques.⁶⁸ Ceci en dépit du fait que la majorité de la population ait des convictions tout à fait séculières. Seuls 15 % de la population juive sont qualifiés d'être très pratiquants, donc orthodoxes, 15 % se disent plutôt religieux, mais 70 % se considèrent comme étant plutôt non-religieux.⁶⁹

L'influence concrète des forces religieuses peut être décrite comme suit :⁷⁰ Depuis les élections parlementaires du 17 mai 1999, la coalition gouvernementale d'Ehoud Barak dispose de 68 des 120 sièges dans la Knesset. Font partie de cette coalition : le front électoral "Israël uni" (26 sièges), le parti Shas (17 sièges), le parti libéral de gauche Meretz (10 sièges), le parti des immigrants de l'ex-U.R.S.S. "Israël Ba'aliyah" (4 sièges), le Parti du Centre (6 sièges) et le Parti national religieux (5 sièges). Bien qu'elles n'appartiennent pas à la coalition, l'alliance ultraorthodoxe "Judaïsme unifié de la Torah" et la "Liste arabe unie" soutiennent, elles aussi, le gouvernement, ayant obtenu chacune 5 voix aux élections. Quant à l'opposition, il faut mentionner avant tout le bloc Likoud, un rassemblement de partis de droite qui a pu atteindre 19 mandats.

Dans ce qui suit nous présentons les objectifs politiques des plus importants partis à orientation religieuse.

⁶⁷ cf. Tophofen, 1995, p.47.

⁶⁸ cf. Vidal, et al., 1996, p.209.

⁶⁹ cf. Tophofen, 1995., p.44.

⁷⁰ cf. Alexander, 28.12.1999.

3.1.2 Les territoires autonomes

L'Autorité nationale palestinienne est issue de l'Organisation de libération de la Palestine à orientation séculière. Elle ne fonctionne non seulement pas selon des règles démocratiques, mais il n'existe actuellement guerre non plus de bases juridiques pouvant servir de cadre juridique à la vie publique. Clientélisme, représailles et torture exercées contre l'opposition politique (par exemple, le Hamas) ainsi que restrictions apportées à la liberté de la presse sont les moyens habituellement mis en œuvre pour s'assurer le pouvoir.⁷¹ Les forces de police qui ont reçu leur formation dans d'autres pays arabes, agissent souvent de façon arbitraire.

En ce qui concerne les rapports avec Israël, l'Autorité palestinienne se voit dans l'obligation d'agir contre les forces islamistes afin de faire des concessions en raison des besoins de sécurité d'Israël et pour ne pas compromettre le processus de paix.⁷²

En général, il n'est pas possible de donner une réponse définitive à la question de savoir quelles sont les positions qu'occupent les religions dans les territoires autonomes ou dans un futur État palestinien, il n'existe cependant pas non plus d'indice d'une immixtion quelconque des milieux religieux dans les décisions de l'Autorité palestinienne, bien que le but de la plupart des dirigeants palestiniens soit la construction d'un État suivant le modèle de l'État juif.

3.2 Les protagonistes politiques

3.2.1 Partis et mouvements juifs

Gush Emunin⁷³

Le Gush Emunin ("Bloc des fidèles") fut fondé en 1974, peu après la guerre du Kippour en octobre 1973. Son leader spirituel n'était personne d'autre que le rabbin Zwi Jehuda Kook, fils d'Abraham Kook.⁷⁴ Le Gush constitue une centrale d'organisations de colons juifs dont l'attitude doit tout à fait être qualifiée de fondamentaliste. Le groupe ne participe pas aux élections, mais exerce, en tant que "opposition extraparlamentaire" une certaine pression sur le gouvernement.

Le Gush rassemble des colons des territoires occupés et s'engage en faveur de la sauvegarde à tout prix des territoires une fois conquises (conquises, peut-être, grâce à l'intervention divine) et de leur peuplement par des colonies fortifiées. L'idéal serait la conquête du pays du "ruisseau d'Égypte jusqu'à l'Euphrate" y compris le Liban ainsi que la Syrie occidentale et la

⁷¹ cf. Lemarchand et al., 1996, p.34.

⁷² *ibid.*, p.36.

⁷³ Gush Emunin = « Bloc de la foi » (cf. Quid 2001).

⁷⁴ cf. Watzal, 1996, p.17.

Jordanie. Aux Arabes, on accorde les droits de l'homme individuels et le droit d'acquérir de la propriété à condition que ceux-ci reconnaissent la souveraineté sans réserves d'Israël sur l'ensemble du pays et ne formulent pas de prétentions collectives. Les partisans du Gush insistent sur le rôle privilégié du peuple juif fondé sur le pacte que Dieu a scellé avec ce dernier. Dans l'accomplissement de sa mission messianique, Israël n'est donc pas soumis aux règles morales des autres États. Autre trait caractéristique du Gush : il met en cause la conception occidentale de la démocratie en Israël chaque fois que les décisions gouvernementales vont à l'encontre de ses intérêts. Dans ces cas, il revendique pour lui un droit de contestation. De surcroît, le Gush est soupçonné de soutenir des actions terroristes. Dans les années 80, il aurait tenté à plusieurs reprises de faire sauter, sans pour autant y parvenir, les Lieux saints islamiques sur le mont du Temple.

Aujourd'hui il semble que les rapports entre les orthodoxes et les ultra-orthodoxes antisionistes s'améliorent, le mouvement de colons s'ouvrant vers l'ultra-orthodoxie, et les ultra-orthodoxes adoptant, en même temps, des positions de plus en plus nationalistes.⁷⁵

Le Parti national religieux

Le parti national religieux, fondé en 1902 à Vilna, a fait partie de presque tous les gouvernements israéliens depuis 1951.⁷⁶ Son idéologie repose sur l'unité de la religion et de la nation. Dans le travail gouvernemental, il a su imposer notamment ses idées quant aux prescriptions pour le sabbat et aux lois en matière de nourriture. Depuis 1977, il est le fer de lance politique du Gush Emunin⁷⁷ dont il partage les conceptions territoriales maximalistes ainsi que les relations avec l'État d'Israël. Le PNR fait pourtant preuve d'une position loyale à l'égard de l'État. Il peut prétendre être le plus ancien parti religieux n'étant prêt à aucun compromis territorial. Après le retrait du Sinaï prévu par le traité de paix égypto-israélien, il a cependant perdu des partisans qui lui ont préféré d'autres groupes radicaux, comme le bloc Likoud et le parti Shas. Depuis, il essaie de s'imposer comme parti intransigeant à l'égard des forces séculières et comme défenseur du pluralisme au sein de l'orthodoxie.⁷⁸

Le parti Shas

Le parti Shas est un vivier de Juifs séfarades mécontents de leur discrimination sociale et économique. Sur le plan religieux, le Shas défend des positions plus modérées que les partis

⁷⁵ cf. Nieswandt, 1998, pp. 130-136.

⁷⁶ cf. Tophofen, 1995, p. 45.

⁷⁷ cf. Watzal, 1996, p.17.

⁷⁸ cf. Nieswandt, 1998, pp. 122-124.

orthodoxes.⁷⁹ Le mérite de ce parti consiste à avoir forcé les partis respectifs au gouvernement d'accorder plus d'attention aux Juifs orientaux.

Le bloc Likoud

Le Likoud, regroupant différentes tendances de la droite nationaliste, fut fondé en 1973 sur l'initiative d'Ariel Sharon. Ayant assumé la responsabilité gouvernementale pour la première fois en 1977, il a su, de façon exemplaire, faire appel aux sentiments religieux traditionnels, notamment des Juifs orientaux. Lors de son gouvernement, le peuplement des territoires occupés par des colons israéliens fut accéléré.⁸⁰ Jusqu'à nos jours, le but du Likoud est de résoudre la question palestinienne par des projets offensifs de colonisation soutenus par la force militaire et sans tenir compte des Arabes habitant les lieux.

Les membres les plus importants de cette alliance sont le parti Hérouth et le Parti libéral. Le parti Hérouth représente un courant de droite du sionisme. Après la fondation de l'État d'Israël, il s'est longtemps engagé en faveur de la création d'un Grand Israël (Eretz Israël) qui devait englober les territoires anciennement sous mandat et une grande partie de la Jordanie actuelle. Se trouvant en dehors du système parlementaire, on l'a soupçonné, surtout dans les années 50, de planifier un coup d'État. Après la guerre des Six Jours, il a tempéré ses idées, et en 1967, il a pour la première fois participé au gouvernement.⁸¹

3.2.2 Les mouvements de libération de la Palestine

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP)

L'OLP fut fondée en 1964 par la Ligue arabe afin de faire de la question des Palestiniens un problème panarabe. L'OLP est une centrale regroupant, à part le Fatah, l'ancienne organisation de guérilla d'Yasser Arafat, des partis de gauche comme le PFLP et le DFLP. Ceux-ci se trouvent, au sein de l'organisation, en opposition au Fatah. Les groupes marxistes continuent la lutte armée contre Israël même en dehors de l'OLP. Dans les années 80, plusieurs organisations se sont constituées en dehors de l'OLP, tel le Hamas ou le Djihad islamique qui, jusqu'en 1995, a connu un afflux considérable de partisans. En conséquence, au sein de l'OLP prédomine une manière de diriger qui peut être qualifiée d'autocratique, les structures de direction de l'OLP n'étant pas toujours nettement distinctes de celles de l'Autorité palestinienne. Certes, son style de direction nuit sensiblement à la popularité d'Yasser Arafat, mais les partis de gauche au sein du parti n'offrent toujours pas d'alternative crédible au Fatah

⁷⁹ cf. Lemarchand et al., 1996, pp.125-126.

⁸⁰ cf. Watzal, 1996, p.17.

⁸¹ cf. Lemarchand et al, 1996, p. 124.

ou au Hamas. De l'autre côté, le clientélisme installé par Arafat commence à porter ses fruits, beaucoup de Palestiniens le considérant comme l'unique bastion contre le fondamentalisme islamique. Il peut en outre s'appuyer sur les notables de vieille souche.⁸²

Fatah

Le Fatah a été créé en 1959 par Yasser Arafat en tant que groupe de guérilla destiné au combat armé contre Israël. En 1964, il est devenu membre de l'OLP dont Arafat est le leader depuis 1969. En 1996, le Fatah a participé, en tant que parti d'Arafat, aux élections du Conseil de l'autonomie où Arafat, comme incarnation du nationalisme palestinien, a remporté une victoire écrasante.

Le but du Fatah consiste à établir en Palestine un État et laïque accordant la liberté de confession. La signature de l'Accord d'autonomie mit fin au combat armé du Fatah, bien qu'Arafat ait fait réarmer ses milices sous les noms de "Faucons" et de "Panthères noires" pour faire un contrepoids au bras armé du Hamas.⁸³

Les Frères musulmans

Les Frères musulmans, tout comme le Hamas et le Djihad islamique, font partie du mouvement islamique. Cette association considère la Palestine entière comme terre musulmane et conteste à Israël sa raison d'être. Israël est considéré comme tête de pont de la corruption occidentale dirigée contre l'islam. À la différence de l'OLP, les Frères musulmans ne différencient pas entre Israéliens, sionistes et Juifs. L'emploi exclusif du mot "Juif" ayant une connotation négative dans la Coran montre la portée religieuse de l'argumentation des Frères musulmans. En général, les rapports de ces derniers avec l'OLP sont tendus, puisque l'approche séculière de l'OLP s'oppose à l'approche islamiste globale des Frères musulmans. C'est notamment après la reconnaissance du droit d'existence d'Israël par l'OLP que les Frères sont devenus les ennemis les plus acharnés de celle-ci.⁸⁴

Ils voient dans l'islamisation de la société palestinienne la condition nécessaire à la libération de celle-ci au sens du djihad et se considèrent eux-mêmes comme élément constitutif d'une révolution islamique globale, transnationale.⁸⁵

N'ayant pas eu recours à la lutte armée, les Frères musulmans ont pu, en toute tranquillité et sans intervention du côté des autorités israéliennes, établir une infrastructure. Aujourd'hui, ils

⁸² cf. Lemarchand et al., 1996, pp. 32-33.

⁸³ cf. Lemarchand et al., 1996, p.33.

⁸⁴ cf. Nieswandt, 1996, p.293.

⁸⁵ ibid., p.296.

contrôlent 40 % des mosquées dans la bande de Gaza qui leur fournissent la plus grande partie de leurs moyens financiers. D'autres moyens financiers viennent de l'Arabie saoudite et de la Jordanie. Le nombre des membres des Frères musulmans s'élève à quelque 2000. Ils ont une influence particulièrement forte dans les universités. Leurs cibles préférées sont la jeunesse islamique, le corps enseignant, la fonction publique et les couches sociales défavorisées, notamment dans la bande de Gaza où une densité élevée de la population et une grande pauvreté vont de pair.⁸⁶

Le Hamas

Le Hamas est le bras politique des Frères musulmans que cette organisation, non-violente à l'origine, a créé expressément pour soutenir l'Intifada de 1988.⁸⁷ Le Hamas prône le djihad contre l'État d'Israël, après la destruction duquel un État divin islamique doit être établi en Palestine.⁸⁸ Certes, les Frères musulmans considèrent l'admission du mode de vie islamique comme condition nécessaire à la résistance, mais ils commencent la résistance bien avant le changement de la société vers l'islamisme ce qui montre que cette organisation, elle aussi, a revu sa façon de penser, visant de plus en plus la lutte armée. On peut en effet supposer que si elle s'était longtemps abstenue de la lutte armée au cours de l'Intifada, elle aurait durablement perdu de son influence sur les événements politiques. Ne faisant pas partie de l'OLP, le Hamas conteste à cette dernière la légitimation de représenter le peuple palestinien. Les leaders de l'OLP auraient passé la plus grande partie de leur vie en exil et auraient donc été coupés des réalités de la vie quotidienne de la Palestine. Néanmoins, pendant l'Intifada, le Hamas a fait preuve de sa capacité et de sa volonté de coopérer avec l'OLP.⁸⁹

Le Hamas entretient, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, de nombreuses organisations caritatives qui l'ont rendu très populaire auprès de la population. Il est considéré, après le Fatah, comme la deuxième force politique. Son bras armé est responsable de nombreux attentats terroristes contre des civils israéliens. Le Hamas instrumentalise habilement la religion pour réaliser ses objectifs politiques. L'attentat près du tombeau d'Abraham à Hébron, commis par un fanatique juif en février 1994 qui a fait 52 morts parmi les musulmans en prière, leur a apporté un grand support, car primo, l'attentat fut perpétré en un Lieu saint, secundo, l'espace réservé aux musulmans en prière fut ensuite réduit pour des raisons de

⁸⁶ cf. Koch et al., 1993, p.18.

⁸⁷ cf. Koch et al., 1993, p. 17.

⁸⁸ cf. Lemarchand et al., 1996, p.122.

⁸⁹ cf. Nieswandt, 1998, p.298.

sécurité, et tertio, le couvre-feu instauré après le massacre a fait plus de morts que l'attentat lui-même, chaque victime étant considéré comme un martyr de plus.

Malgré tout, il existe aussi, au sein du Hamas, des indices d'un changement vers un cap plus modéré. En 1996 fut fondé le Parti du salut national, proche du Hamas, qui a abjuré le djihad armé, indice d'une éventuelle conciliation des partisans modérés du Hamas avec l'OLP avec, pour conséquence, la séparation de petits groupes radicaux.

Le Djihad islamique

Le Djihad islamique, mouvement plus radical que le Hamas, s'est séparé des Frères musulmans, au milieu des années 80, sous l'impulsion de la révolution islamique en Iran. Le groupe fut inspiré par Cheikh As'ad Bayoud al-Tamini, l'imam de la mosquée al-Aqsa à Jérusalem qui, comme d'autres leaders du djihad, avait été expulsé par les autorités israéliennes. Le Djihad islamique tente d'appliquer l'idéologie et les enseignements tirés de la révolution islamique à la Palestine. Pour le Djihad, Israël n'est pas en premier lieu l'occupant de la Palestine, mais surtout la tête de pont juive destinée à l'occidentalisation et à l'asservissement de l'Oumma.⁹⁰

Le Djihad islamique se retrouve donc entre les Frères musulmans et l'OLP. Aux Frères musulmans, il est uni par l'islamisme, à l'OLP par le djihad mené pendant l'Intifada contre Israël. Le but du Djihad islamique reste cependant la destruction d'Israël. La puissance de ce groupe réside dans le fait qu'il a été créé, à la différence de l'OLP, dans les territoires occupés et ne doit donc pas tenir compte de considérations de politique étrangère ou diplomatiques. Le Djihad islamique reçoit également un soutien financier de la part du Fatah depuis qu'un dirigeant de ce groupe – Abou Jihad – a adopté une attitude positive à son égard et souligne de plus en plus l'importance de l'islam.⁹¹

Le Djihad islamique recrute ses partisans dans les mosquées, universités et prisons israéliennes. Leur formation est dure, ils sont endoctrinés idéologiquement et ne reculent pas, pour atteindre leurs buts, devant l'emploi de la force, fut-ce même au prix de leur vie. C'est le Djihad islamique qui est considéré comme l'auteur de l'Intifada de 1987. En outre, de nombreux attentats terroristes en Israël sont probablement à mettre à son compte, leur nombre exact étant toutefois difficile à établir car le groupe, vraisemblablement par précaution, revendique rarement les actes terroristes qu'il a perpétrés.

Les Frères musulmans reprochent surtout au Djihad islamique de ne pas aller au fond de la question palestinienne, à savoir de l'existence de l'État d'Israël, et d'orienter ses efforts vers

⁹⁰ cf. Nieswandt, 1998, pp. 302-304.

des problèmes secondaires. Le Djihad refuse en outre le financement par l'étranger car les États voisins d'Israël ne font pas le djihad et constituent donc, pour Israël, plutôt une bande de sécurité qu'une menace. Vu sous cet angle, la lutte menée par le Djihad se dirige également contre les régimes arabes.⁹²

Le gouvernement israélien tente, par l'expulsion de ses dirigeants, d'extirper les racines idéologiques de ce groupe. Il reste à voir si ces mesures seront efficaces.

Le Mouvement islamique en Israël

Le Mouvement islamique constitue, après le parti communiste d'Israël (Rakah), dominé par les Arabes, la deuxième organisation politique arabe. Il n'a pourtant pas encore participé aux élections de la Knesset. Le leader spirituel de ce mouvement est Abdallah Darwish⁹³ dont nous avons déjà fait mention. Ce parti a son plus grand poids politique dans la petite ville d'Oumm al-Fahm qui constitue, avec une population exclusivement arabe de 25000 habitants, la deuxième ville arabo-israélienne après Nazareth. Le succès du Mouvement islamique est dû au dénuement économique et social de la population arabe, mais également au sionisme religieux juif dont la prétention d'être l'unique représentant de cette terre exige une réponse arabe.

L'organisation a abjuré la lutte armée depuis 1983 et reconnu, en tant que solution intérimaire, le droit d'existence d'Israël. Quant à la question de savoir si, à long terme, les Arabes accepteront une solution prévoyant deux États, les leaders du mouvement donnent des réponses contradictoires. Toujours est-il que, ne participant pas aux élections de la Knesset, le mouvement évite de reconnaître de facto l'État d'Israël, tandis qu'il considère les élections municipales comme une affaire arabe interne. Il a participé à ces élections pour la première fois en 1989 et a obtenu du coup 5 postes de maire. En outre, le mouvement se caractérise par son engagement dans le travail avec les jeunes, dans l'enseignement séculier et dans l'éducation relevant de l'hygiène. Ce faisant, il emploie les moyens de la propagation de la foi, expliquant à la population les dangers résidant dans la culture et le mode de vie occidentaux et défendant la société islamique comme alternative plus civilisée et plus progressiste.⁹⁴

Le but du Mouvement islamique est la construction d'une société islamique. Pour ce faire, il faut faire un "jihad" (un effort). Par ce jihad il faut d'abord entendre l'épuration de l'âme, dans un second temps, la lutte contre les infidèles au sein de la société, c'est-à-dire contre les

⁹¹ cf. Nieswandt, 1998, p.305.

⁹² *ibid.*, p.306.

⁹³ cf. paragraphe 2.2.3 « La position islamique ».

⁹⁴ cf. Nieswandt, 1998, p.307-310.

communistes, et dans un troisième temps finalement, la lutte contre les ennemis extérieurs qui ont, pour leur part, combattu les musulmans ou les combattent toujours. Le Mouvement islamique se consacre avant tout aux deux premiers aspects du djihad, en créant des bibliothèques et des mosquées et en pratiquant des échanges culturels avec d'autres associations islamiques.⁹⁵

Bien que le mouvement ait renoncé au combat armé, il a toujours une attitude tout à fait ambiguë envers l'emploi de la force. Ainsi, il a apporté un soutien matériel à l'Intifada dans les territoires occupés, et se prononce en faveur de l'emploi de la violence à l'égard de cinémas et de vidéoclubs donnant des films de mauvaise qualité, ou à l'occasion de mariages ne tenant pas compte des coutumes traditionnels.

3.3 L'instrumentalisation du fait religieux par la politique

Le développement actuel de la crise au Moyen-Orient a été déclenché par deux événements majeurs: L'échec des négociations à Camp David en juillet 2000 et l'éclatement de l'Intifada « al-aksa » suite à la visite du mur des lamentations par chef du Likoud Ariel Sharon. Même s'il semblait que Yasser Arafat et le Premier Ministre israélien Ehud Barak étaient proche d'un compromis dans toutes les questions conflictuelles, à savoir le droit de retour des réfugiés palestiniens, l'avenir des colonies juives et leurs 180000 habitants ainsi que la répartition des ressources en eau, les négociations ont finalement échoué à cause du statut de Jérusalem.⁹⁶ Dans la suite des événements, les différents points de vue devenaient de plus en plus clairs. Alors que Yasser Arafat réclamait toute la vieille ville de Jérusalem avec ses quartiers chrétiens et arméniens comme capitale d'un Etat palestinien, Barak était prêt à faire des concessions : déclarant d'abord que Jérusalem resterait la capitale éternelle non-divisée d'Israël, il cédait jusqu'au février 2001 au moins les quartiers arabes au futur Etat palestinien sans renonçant à la souveraineté juive sur le Mont du Temple.⁹⁷ Avant le sommet sur le Moyen-Orient les ministres du parti Shass avaient déjà quitté le gouvernement Barak jugeant les positions de Barak à Camp David comme trop conciliantes. Etant ainsi privé de sa majorité au parlement Barak devait finalement consentir à une nouvelle élection du Premier ministre. Pour réussir dans cette élection, Barak avait besoin d'un succès diplomatique, c'est-à-dire un accord avec l'autorité palestinienne, ce qui était la raison pour sa souplesse dans la question de Jérusalem.⁹⁸

⁹⁵ cf. Nieswandt, 1998, p.313.

⁹⁶ cf. Alexander, 21.07.2000.

⁹⁷ cf. anonyme, « Ehud Barak geht sehr weit », 06.02.2001.

⁹⁸ cf. Schuster, 29.09.2000.

La situation politique était aggravée de plus par la visite du chef du Likoud « Ariel Sharon » sur le Mont du Temple pour une prière devant le mur des lamentations. Ressenti par les Palestiniens comme provocation, ce geste déclenchait des manifestations violentes de la population arabe⁹⁹ semblable à ceux de 1987, dans le cadre desquelles déjà plus que 400 hommes avaient trouvé la mort.

Sur le plan religieux, les événements des derniers mois montrent bien l'instrumentalisation du fait religieux par la politique. Tous les acteurs principaux ont évoqué des images religieuses dans les querelles passées : Pendant que Barak ne cessait pas de répéter qu'aucun Premier ministre juif ne céderait pas la souveraineté sur le Mont du Temple aux palestiniens ou à un organe musulman, Yasser Arafat refusait toute souveraineté juive sur les lieux saints de l'islam.¹⁰⁰ Ariel Sharon de son côté parlait des droits légitimes et historiques du peuple juif sur le Mont du Temple et exprimait après sa visite au mur des lamentations qu'une paix ne devrait pas contraindre le peuple juif à se suicider du point de vue national en renonçant à la souveraineté sur le Mont de Temple.¹⁰¹

De toute façon, il faut reconnaître que l'incident clé, la visite de Sharon sur le Mont du Temple, était considéré par les organes musulmans de Jérusalem comme une provocation calculée de la population arabe¹⁰² qui ne manquait pas son effet: L'évolution violente de la situation a permis à Sharon de se présenter devant les électeurs israéliens comme le seul étant capable de contenir les extrémistes, de garantir la paix entre Palestiniens et Israéliens et de remplacer Barak sur le poste du Premier ministre. Cette logique de l'instrumentalisation du fait religieux peut être poursuivi pendant toutes les insurrections des Palestiniens et les ripostes des extrémistes juifs, dont les combats les plus reconnus dans les médias se passaient aux lieux ayant une certaine importance religieuse comme p. ex. le Mont du Temple, le tombeau de Rachel, le tombeau de Joseph qui a été détruit par des manifestants palestiniens et le vieux quartier des juifs orthodoxes de Jérusalem « Mea Sharim ».

Même l'autorité palestinienne, d'habitude considérée comme sécularisée, se rendait plusieurs fois suspecte de donner un coup de main aux extrémistes. En octobre 2000, presque toutes les terroristes détenus dans les prisons palestiniens ont été libéré sur l'ordre de Yasser Arafat, dont quelques meneurs de l'Hamas et de l'Islami djihad. Ces organisations-là ont vécu une véritable renaissance pendant les derniers mois. Elles recrutent de plus en plus des partisans dans les territoires d'autonomie marqués par le déclin économique et social des dernières

⁹⁹ cf. Badde, 29.09.2000.

¹⁰⁰ cf. anonyme, 29.09.2000.

¹⁰¹ cf. Scharon, 10.10.2000.

¹⁰² cf. Badde, 29.09.2000.

années et sont à l'origine de plusieurs attentats dans le but de participer à la gloire de cette nouvelle Intifada.¹⁰³ Pendant que Arafat semble avoir perdu le contrôle sur les terroristes libérés, il se sert des « Tanzims », l'organisation des jeunes combattants sur les rues. Les « Tanzim » étaient à l'époque les enfants de l'Intifada de 1987, qui ont grandi entre-temps. Ils n'obéissent qu'à Arafat lui-même et se considèrent, encouragés par la retraite de l'armée israélienne du Liban, comme des héritiers de l'Hezbollah. Ils ont permis à Arafat de négocier sur des cessez-le-feu entre ses milices et les forces israéliennes en maintenant la pression dans la rue.¹⁰⁴ Même la Fatah, considérée comme sécularisée, a fait plusieurs fois appel aux sentiments religieux des Palestiniens en les sommant de participer aux prières de la colère lors des obsèques des victimes des affrontations.

Sur le plan de la politique intérieure d'Israël, il convient d'éclaircir un peu le rôle du parti Shass. Pendant toute la crise, le parti ultra orthodoxe était la force politique décisive dans la lutte pour le pouvoir. Avec sa retraite du gouvernement en juillet 2000, elle privait Barak d'une majorité parlementaire pour pouvoir poursuivre les négociations de Camp David. Puisque la Shass ne participait pas aux élections avec un propre candidat, elle cherchait entre juillet 2000 et février 2001 à conserver les privilèges de sa propre clientèle avec des partenaires appropriés. En novembre p. ex. elle promettait d'empêcher chaque chute du gouvernement Barak à l'aide de ses 17 députés à condition que Barak renonce aux concessions déjà faites à Camp David et à la réforme séculaire qui devrait annuler les lois religieuses.¹⁰⁵ En plus il s'agissait pour le Shass de protéger son propre système scolaire et la conservation de la loi qui exemptait les ultra orthodoxes du service militaire. C'est dans cette même optique que le Shass votait pour la loi qui permettait à Netanjahu de se porter candidat pour le poste du Premier ministre, mais empêchait des nouvelles élections pour la Knesset par crainte de perdre de l'influence. Dans le nouveau cabinet de Sharon, le Shass, sous son leader le rabbin Ovadia Jossef, constitue avec les voix de ses environs 500.000 électeurs la troisième force politique. En gage de cette coopération, Sharon doit accepter la conservation de l'exemption des ultra orthodoxes du service militaire, ce que Sharon avait voulu changer quand il était encore chef de l'opposition.¹⁰⁶ Comme nouveau Premier ministre désigné, Sharon a déjà refusé de partager la ville de Jérusalem et a déclaré qu'il accorderait 42% des territoires occupés aux Palestiniens au lieu des 95% proposés précédemment par Barak.¹⁰⁷ Or, les résolutions de l'ONU 242 et 338, qui interdisent l'annexion des territoires occupés,

¹⁰³ cf. Tophofen, 14.10.2000 et Alexander, 13.10.2000.

¹⁰⁴ cf. Tophofen, 13.10.2000.

¹⁰⁵ cf. Jessen, 01.11.2000.

¹⁰⁶ cf. Jessen, 08.03.2001.

¹⁰⁷ cf. anonyme, « Sharon will Teilung Jerusalems verhindern », 08.02.2001 et anonyme 11.01.2001.

resteront la base de travail pour le nouveau gouvernement conformément à un contrat de coalition.¹⁰⁸ Pour imposer la paix aux Palestiniens, Sharon les menace de séparer les territoires autonomes du territoire israélien.¹⁰⁹

3.4 Conclusion

Le dernier paragraphe a montré que même les protagonistes politiquement modérés des deux côtés utilisent l'argument de la légitimation religieuse pour justifier leurs revendications politiques. Néanmoins, ni l'Autorité nationale palestinienne, ni le gouvernement israélien poursuivent une politique étrangère islamiste ou juive même si la constitution israélienne porte des caractéristiques théocratiques et que les deux côtés se servent de la religion pour légitimer leurs revendications territoriales.

En ce qui concerne le côté israélien, Sharon a déclenché, par sa visite provocante du Mont du Temple, « l'El Aqsa-Intifada », pour empêcher Barak de faire preuve d'une attitude trop conciliante. En tant que ministre-président, Sharon se retrouve avec son gouvernement en pleine zone de tension entre le parti travailleur de gauche de Barak et le parti d'extrême droite « Unité nationale » qui revendique entre autres le transfert des Arabes à travers la frontière la plus proche.¹¹⁰ La manifestation d'environ 50 000 colons et jeunes ultra orthodoxes à l'occasion de l'enterrement de l'ultra nationaliste Benjamin Kahane, qui avait été assassiné par des extrémistes palestiniens, peut être considéré d'indice que c'est surtout du côté des colons juifs que des ambitions géopolitiques se mêlent à la légitimation religieuse.

Quant à l'Autorité nationale palestinienne, il semble que Arafat ait forcé le gouvernement Barak à faire des concessions maximales en raison des exactions extrémistes déchaînées. Toutefois, par ses refus, Arafat était ainsi devenu le plus important assistant électoral de Sharon. Arafat espère que l'augmentation de la pression internationale, suscitée par une aggravation ultérieure sous Sharon, forcera Israël à faire des concessions plus amples. Il n'est pas sûr que le chef de l'Autorité nationale palestinienne soit encore en mesure de contrôler les actions des Islamistes ou si c'est lui-même qui commence à être contrôlé par ces derniers. Actuellement, Arafat semble être le plus important porte-parole des affaires palestiniennes sur l'avant-scène de la politique étrangère. Cependant, s'il n'arrive pas à se porter garant, sur le plan de la politique intérieure, d'une prospérité économique ainsi que de l'ordre intérieur, les organisations musulmanes se proposent, comme cela a été présenté ci-dessus, en tant qu'alternative politique. Le succès respectif des Frères musulmans dans la bande de Gaza

¹⁰⁸ cf. anonyme, 14.02.2001.

¹⁰⁹ cf. Jessen, 06.03.2001.

¹¹⁰ ibid.

économiquement défavorisée souligne cette menace tout particulièrement. Là-dessus, le bouclage des territoires autonomes, annoncé par Sharon, ne menace, par les conséquences économiques catastrophiques à prévoir pour les Palestiniens, pas seulement l'Etat israélien en raison d'un renforcement de l'extrémisme, mais aussi l'avenir politique d'Arafat.

Résumé

Le conflit israélo-palestinien ne relève pas de la guerre religieuse et ne se laisse pas non plus qualifier d'élément d'une éventuelle confrontation globale des religions, à savoir le christianisme, l'Islam et le judaïsme.

Il s'agit plutôt d'un conflit local entre deux nationalités dont l'une se trouve être le propriétaire d'un état et l'autre aspire à un statut d'Etat. A cela s'ajoute que la religion ne joue pas un rôle primordial sur le plan de la création d'une identité mais contribue plutôt à aggraver le conflit, particulièrement dans les domaines où les différences religieuses s'affrontent aux différences socio-économiques : c'est le cas pour les juifs, les colons en particulier, dont l'idéologie repose sur un mélange entre nationalisme et mysticisme religieux, qui cherchent à protéger les acquis, c'est-à-dire les ressources en terres et en eau face aux revendications palestiniennes, alors que l'islamisme recrute ses partisans parmi la jeunesse palestinienne privée de tout avenir sur un plan économique.

L'élément clé du conflit israélo-palestinien reste la question territoriale du fait que les juifs ont, dès le début de la colonisation de la Palestine par le mouvement sioniste, ignoré la présence des arabes et que les arabes, de leur côté, ont pour des décennies nié la présence d'un état juif. Quant au territoire de l'Etat israélien, des garanties de sécurité sont mis en jeu, qui ne pourront être obtenues par une invitation de participer aux négociations à l'adresse des voisins arabes. Les Palestiniens, par contre, visent la création d'un état homogène et capable de s'imposer, un objectif qui ne se laissera réaliser que par des concessions territoriales importantes du côté d'Israël en renonçant en grande partie aux colonies situées dans les territoires occupés.

Seulement en cédant aux Palestiniens un état doté d'une certaine autosuffisance économique, apte à offrir une certaine prospérité à sa population il sera possible de forcer l'autorité palestinienne de faire preuve de son aptitude de créer un état de droit en contenant voir poursuivre les extrémistes et en coopérant avec les forces modérées de la société palestinienne. Donc il semble que la question de la sécurité intérieur d'Israël est fortement liées à la question de la prospérité et un développement démocratique des Palestiniens.

Tant que toutes les religions présentes sur place n'exercent pas un rôle pacifiant en faveur d'une politique de réconciliation et de compromis les acteurs étatiques profiteront de leur côté du fait religieux pour soutenir leurs intérêts géopolitiques par une escalade de la violence contrôlée et ne feront pas les concessions élémentaires nécessaires pour une résolution paisible du conflit dans un avenir proche.

LES RELIGIONS ET LE CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN

Table des matières

	page
Introduction	1
Partie I: Le cadre religieux dans le conflit israélo-palestinien	2
1.1. Définitions: Palestine, Israel, la Terre Sainte	2
1.2. Le cadre géopolitique du conflit	2
1.2.1. La situation géopolitique de l'ensemble Israel/Palestine	2
1.2.2. La population et l'appartenance aux religions	3
1.2.3. Les enjeux géopolitiques	4
1.3. Les racines historiques de la dimension religieuse du conflit	7
1.4. Conclusion	11
Partie II: Le point de vue des grandes religions sur le conflit	13
2.1. La sacralisation du conflit par les grandes religions	13
2.2. Les protagonistes religieux	13
2.2.1. La position judaïque	14
2.2.2. La position chrétienne	16
2.2.3. La position islamique	17
2.3. Conclusion	19
Partie III: La représentation de la religion dans la vie politique	21
3.1. La relation entre l'Etat et la religion	21
3.1.1. L'Etat Israel	21
3.1.2. Les territoires autonomes	22
3.2. Les protagonistes politiques	22
3.2.1. Les partis et les mouvements juifs	22
3.2.2. Les mouvements de libération de la Palestine	24
3.3. L'instrumentalisation du fait religieux par la politique	29
3.4. Conclusion	32
Résumé	34

Bibliographie

Ouvrages :

- Chauprade, A., Introduction à l'analyse géopolitique, Ellipses, Paris ; 1999.
- Encel, F., Géopolitique de Jerusalem, Champs Flammarion, Manchecourt; 2000.
- Herzl, T. Wenn Ihr wollt, ist es kein Märchen, Kronberg/Ts; 1978.
- Nieswandt, R., Abrahams umkämpftes Erbe, Katholisches Bibelwerk, Stuttgart, 1998.
- Paffenholz, A. Was macht eigentlich der Rabbi... ? – Das Judentum, dtv, München; 1998.
- Primor, A., Europa, Israel und der Nahe Osten, Suhrkamp, Düsseldorf; 1999.
- Schimmel, A., Im Namen Allahs, des Allbarmherzigen – Der Islam, dtv, München; 1999.
- Wolffsohn, M. Wem gehört das heilige Land? Die Wurzeln des Streits zwischen Juden und Arabern, München; 1992
- Anonyme Dictionnaire Encyclopedique Quillet, Edition Quillet, Paris ; 1996.

Ouvrages collectifs :

- Bishara, A.(ed.), Die Jerusalem Frage- Israelis und Palästinenser im Gespräch, Palmyra, Heidelberg; 1996.
- Botiveau, B., Cesari, J., géopolitique des islams, Economica, Paris ; 1997.
- Chauprade, A., Thual, F., dictionnaire de géopolitique – états, concepts, auteurs, Ellipses, Paris ; 1998.
- Gresh, A., Vidal, D., Les 100 portes du proche-orient, Les Editions de l'Atelier, Paris ; 1996.
- Koch, J. et al « Profile islamischer Bewegungen in Israel und in den besetzten Gebieten / Ideologien und Gruppen », Dt. Bundestag / Wissenschaftl. Dienste ; 1993.
- Lemarchand, P., Lamia R., Israël/Palestine demain – atlas prospectif, Editions Complexe ; 1996.

Articles de périodiques :

- Awwad, E., « Jerusalem et le reglement de la question palestinienne », Defense Nationale, n°1, 1995, pp. 103-114.
- Brauch, J., « Zur Situation der israelischen Rechten », Neue Gesellschaft-Frankfurter Hefte, n°5, 1996, pp.444-447.
- Champenois, L., « Le statut de Jerusalem et les trois religions abrahamiques », Ministère des affaires étrangères – Bulletin du Centre d'analyse et de prévision, n°58, hiver 1994, pp.141-149.
- Elias, A., « Wir lieben den Tod – Der Generalsekretär der schiitischen Hisbollah, Scheich Hassan Nasrallah, über den Kampf gegen Israel im Südlibanon, Spiegel, n°43, octobre 1997, pp. 204-208.

- Eshel, D., « Eine unorthodoxe Vision vom Frieden im Nahen Osten », Europäische Sicherheit, n°6, 1994, pp. 306-308.
- Eshel, D., « Das Jerusalem Syndrom », Europäische Sicherheit, n°10, 1997, pp.46-48.
- Halbach, A., « Kooperation im Nahen Osten – halten sich Hoffnung und Ernüchterung die Waage? Israel, die Palästinenser und der religiöse Fundamentalismus », Zeitschrift für den Erdkundeunterricht, n°5, mai 1996, pp. 193-196.
- Joffe, J., « Der Tempelkrieg – Israel und Palästina bleiben zum Frieden verdammt », Die Zeit, n°41, 2000.
- Lustick, I., « Zankapfel Jerusalem », Europa-Archiv, n°24, décembre 1993, pp. 701-710.
- Mattes, N. „Jerusalem, von der geteilten Stadt zur Hauptstadt Israels“, S+F, n°2, 1996, pp.107-112.
- Meisels et al., « Naher und Mittlerer Osten – Israel- Rückzug aus dem Südlibanon und ein Vertrag mit Syrien ? », ÖMZ, n°1, 2000, pp. 99-102.
- Milton, V., « Middle East Peace : Mirage on the Horizon ? » The Washington Quarterly, Winter 2000, pp. 41-54.
- Neustadt, A., „Israels zweite Staatsgründung / 30 Jahre nach dem Sechs-Tage-Krieg“, Internationale Politik, n°7, juillet 1997, pp.56-60.
- Patrick, J.-B., « A qui appartient Jérusalem », Sciences et Avenir, décembre 2000, pp. 84-99.
- Ramonet, I., et al., « manière de voir – Proche-Orient, rebâtir la paix » - Le Monde diplomatique, n°54, novembre 2000.
- Ranstorp, M., « Hezbollah's Future ? », Jane's Intelligence Review, n°2, 1995, pp. 81-83.
- Topoven, I. « Grundzüge der israelischen Gesellschaft », Informationen zur politischen Bildung, n°247, 1995, pp. 40-59.
- Watzal, L. « Die Rechte in Israel und ihr extremistisches Umfeld », Vorgänge, n°4, décembre 1996, pp. 15-21.
- Anonyme «Entweder sie oder wir / Jüdische Fundamentalisten wollen um jeden Preis den arabischen Osten Jerusalems erobern, in Gottes Namen und mit Hilfe amerikanischer Dollarspenden, für die Erfüllung ihrer Träume riskieren sie auch Krieg», Spiegel, n°39, septembre 1997, pp. 163-164.
- anonyme « Verstoss gegen Gottes Gesetz / Der radikale Rabbiner Benni Elon über den Mord an Rabin und das Zusammenleben von Juden und Arabern », Spiegel, n°11, novembre 1995, pp. 162-165.
- Articles de presse
- Watzal, L. « Wenig Religionsfriede im Heiligen Land, Der Dialog zwischen den Bekenntnissen kommt in Israel nur langsam in Gang », Frankfurter Allgemeine Zeitung, n°44, 21 février 1992.

- Alexander, D., « Die Schas nutzt ihren parlamentarischen Einfluss », Die Welt ; 28.12.1999.
- Pawlovski, L., « Mit Schas verliert Barak Parlamentsmehrheit », Die Welt ; 28.12.1999.
- Badde, P., « “Pilgerreise ist der Gipfel einer Revolution“ », Die Welt ; 22.03.2000.
- Rosen, D., « “Der erste Papst, der für das Wohlergehen Israels betete “ » , Die Welt ; 23.03.2000.
- anonym, « Für Israels Medien hat die Pilgertour von “Papa“ höchste Priorität », Die Welt ; 23.03.2000.
- Badde, P., « Abschied von Zion », Die Welt ; 27.03.2000.
- Jessen, N., « “Gut, dass der Papst nicht um Vergebung bat“ », Die Welt ; 27.03.2000.
- Weidenfeld, Lord, «Ein vorzüglicher Diplomat bei der Versöhnung der Religionen », Die Welt ; 18.05.2000.
- Badde, P., «In Jerusalem treffen unvereinbare Ansprüche aufeinander », Die Welt; 19.07.2000.
- Alexander, D., « Kein Frieden ohne Jerusalem », Die Welt; 21.07.2000.
- anonyme, « Rabbiner der Schas-Partei löst in Israel innenpolitische Krise aus », Die Welt ; 08.08.2000.
- Badde, P., « Rabbi Ovadia Josef wird zur Persona non grata », Die Welt ; 12.08.2000.
- Laub, K., « Neuer Plan für Jerusalem findet Beifall », Die Welt ; 01.09.2000.
- Badde, P., « Ausschreitungen nach dem Besuch von Ariel Scharon auf dem Tempelberg », Die Welt ; 29.09.2000.
- Schuster, J., « Israels Sehnsucht », Die Welt ; 29.09.2000.
- anonyme, «Barak will Jerusalem mit den Palästinensern teilen », Die Welt; 29.09.2000.
- Dahne, H., «Die arabische Welt solidarisiert sich mit den Palästinensern », Die Welt; 09.10.2000.
- Schuster, J., « Arafat ist am Zug », Die Welt ; 09.10.2000.
- Jessen, N., « Scharon, gehasst und gefürchtet », Die Welt ; 10.10.2000.
- Scharon, A., « Warum ich auf den Tempelberg gegangen bin », Die Welt ; 10.10.2000.
- Alexander, D., «Radikale Palästinenserorganisationen triumphieren », Die Welt; 13.10.2000.
- Tophofen, R., « Arafats Sturmtruppe “Tanzim“ steht in vorderster Front », Die Welt ; 13.10.2000.
- Tophofen, R., « Freigelassene Hamas-Aktivisten werden den Terror nach Israel tragen », Die Welt ; 14.10.2000.
- Anonaros, E., «“Mit den Juden ist Kein Kompromiss möglich“ », Die Welt; 16.10.2000.
- Jessen, N., « Dschihad-Attentäter sprengt sich im Gaza-Streifen in die Luft », Die Welt ; 27.10.2000.
- anonyme, « Barak und Scharon ringen um ein gemeinsames Regierungsprogramm », Die Welt ; 30.10.2000.

Jessen, N., « Abkommen mit den Oppositionsparteien verschafft Barak eine Atempause », *Die Welt* ; 01.11.2000.

Jessen, N., « Die Hoffnungen ruhen auf Jassir Arafat », *Die Welt* ; 04.11.2000.

anonyme, « Arafat sucht internationalen Schutz », *Die Welt* ; 08.11.2000.

anonyme, « Israelischer Raketenangriff auf Fatah-Führer », *Die Welt* ; 10.11.2000.

Badde, P., « Ein Zeichen weiser Voraussicht », *Die Welt* ; 11.11.2000.

anonyme, « Gemässigte Araber lassen sich nichts vorschreiben », *Die Welt*; 13.11.2000.

anonyme, « Kämpfe im Nahen Osten greifen auf Libanon über », *Die Welt*; 27.11.2000.

anonyme, « Die Schass-Partei spielt wieder einmal das Zünglein an der Waage », *Die Welt* ; 20.12.2000.

anonyme, « Israelis und Palästinenser verhandeln in den USA », *Die Welt* ; 20.12.2000.

Jessen, N., « In Nahost schlägt die “Stunde der Wahrheit“ », *Die Welt* ; 28.12.2000.

Anonyme, « Nahost-Gipfel : Palästinenser lehnen Clinton-Plan ab », *Die Welt* ; 28.12.2000.

Scholl-Latour, P., « Clintons Nahost-Plan hat kaum Chancen », *Die Welt* ; 31.12.2000.

Jessen, N., « Benjamin Kahane kam durch den Hass um, den er selbst gepredigt hat », *Die Welt* ; 02.02.2001.

Anonyme, « Das Blutvergießen *nimmt kein Ende* », *Die Welt* ; 02.01.2001.

Anonyme, « Israelis wollen sich aus Ost-Jerusalem zurückziehen », *Die Welt* ; 06.01.2001.

Anonyme, « Arafat nicht zu Kompromissen bereit », *Die Welt* ; 10.01.2001.

Anonyme, « Ariel Scharon erklärt Prozess von Oslo für tot », *Die Welt* ; 11.01.2001.

Holtzmann, Y.Y. et al, « “Barak schadet Israel“ », *Die Welt* ; 14.01.2001.

Sahm, U.W. et al, « Jurist entlarvt Jassir Arafat », *Die Welt* ; 21.01.2001.

Sahm, U.W. « “Auch ein Wunder kann Barak nicht mehr retten“ », *Die Welt* ; 28.01.2001.

Sahm, U.W., « Wie gefährlich ist Scharon ?», *Die Welt* ; 04.02.2001.

Segev, T., « Der Mann, der Israels Wahlen entscheidet, heißt *Arafat* », *Die Welt* ; 05.02.2001.

Jessen, N., « Ob Barak oder Scharon – die Bevölkerung bleibt merkwürdig uninteressiert », *Die Welt* ; 06.02.2001.

Anonyme, « Die Knesset bleibt die alte », *Die Welt* ; 06.02.2001.

Anonyme, « Ehud Barak geht sehr weit », *Die Welt* ; 06.02.2001.

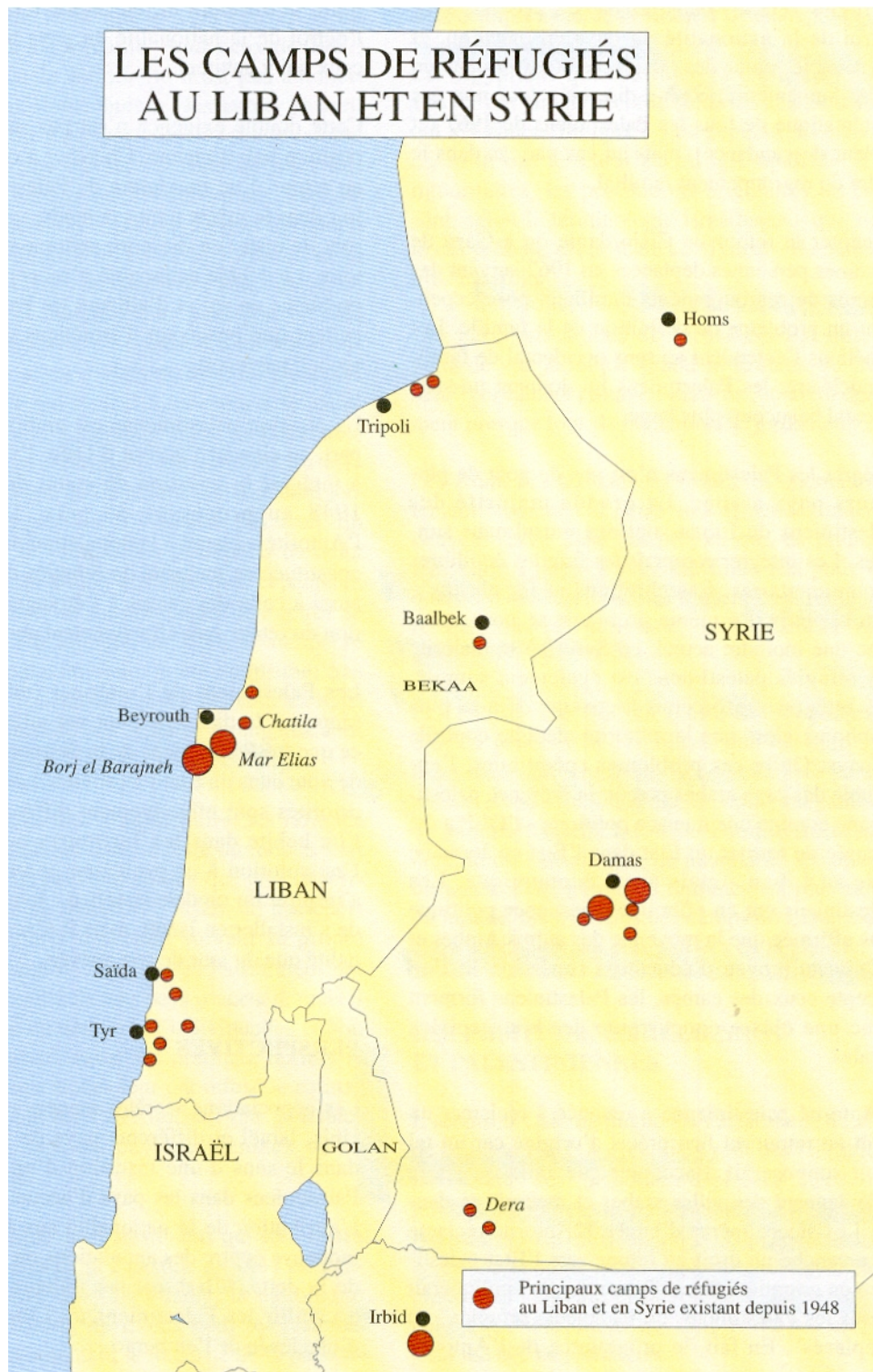
Anonyme, « “Israel hat einen neuen Weg eingeschlagen“ », *Die Welt* ; 07.02.2001.

Anonyme, « Scharon will Teilung Jerusalems verhindern », *Die Welt* ; 07.02.2001.

Anonyme, « “Offizielle Kriegserklärung“ an die islamische Welt », *Die Welt*; 08.02.2001.

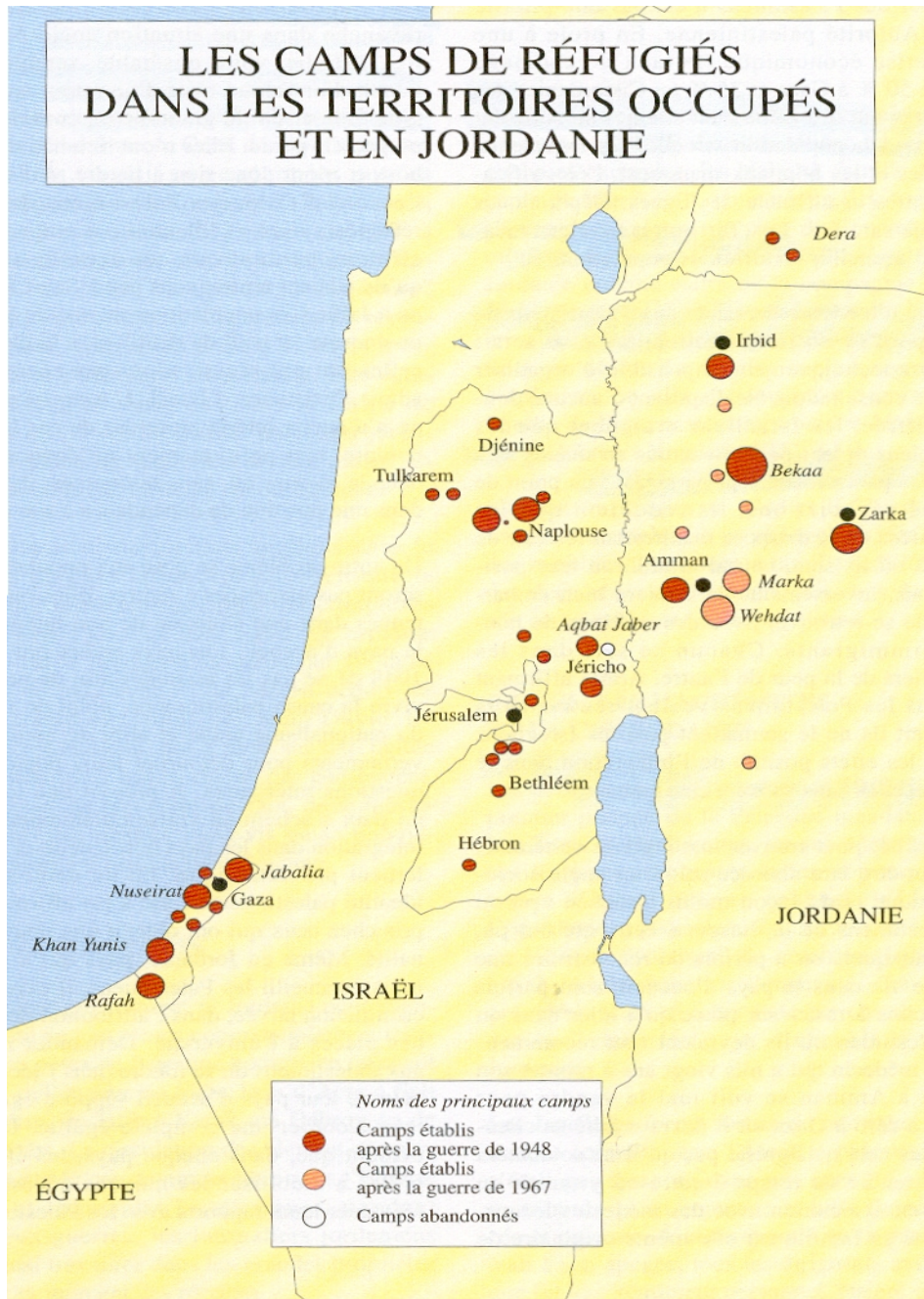
- Jessen, N., « Attentat überschattet Scharons Koalitionsgespräche », Die Welt ; 09.02.2001.
- Scholl-Latour, P., « Scharon hat die Chance auf einen Frieden mit Syrien », Die Welt ; 11.02.2001.
- Anonyme, « Scharon einigt sich mit Barak auf eine Große Koalition », *Die Welt* ; 14.02.2001.
- Mattes, N. « Jerusalem, von der geteilten Stadt zur Hauptstadt Israels », S+F, n°2, 1996, pp.107-112.
- Jessen, N., « Regierungsbildung in Israel bei Alarmstufe Eins », Die Welt ; 06.03.2001.
- Jessen, N., « Ariel Scharon schafft die Opposition ab », Die Welt ; 08.03.2001.

Annexe 1 : Les camps de réfugiés au Liban et en Syrie¹¹¹

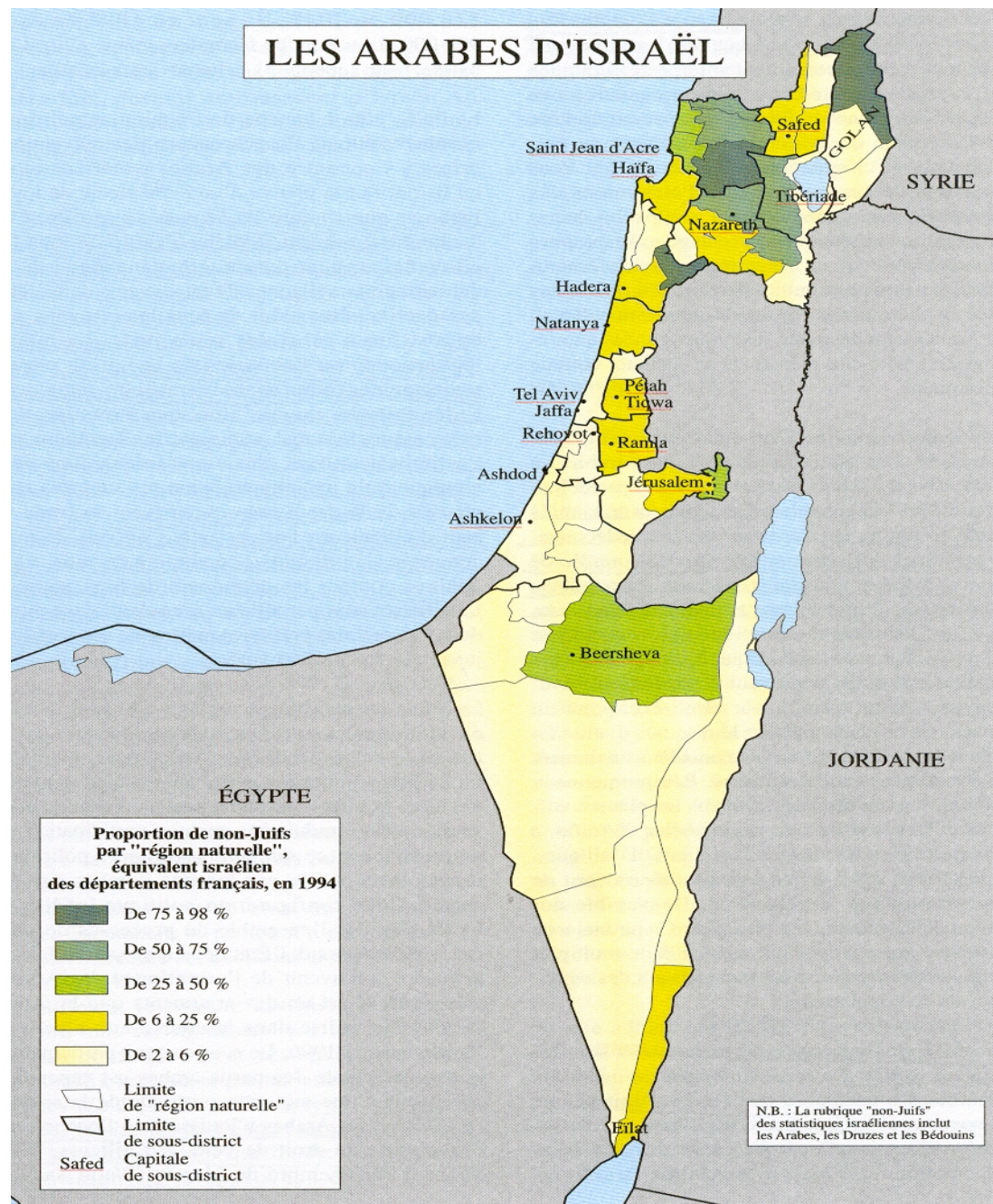


¹¹¹ cf. Lemarchand et al., 1996, p.58.

Annexe 2 : Les camps de réfugiés dans les territoires occupés et en Jordanie¹¹²



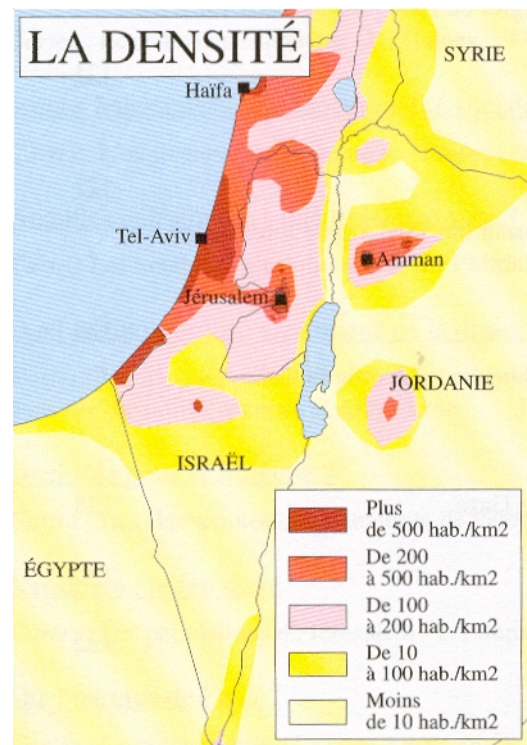
Annexe 3 : Les arabes d'Israël¹¹³



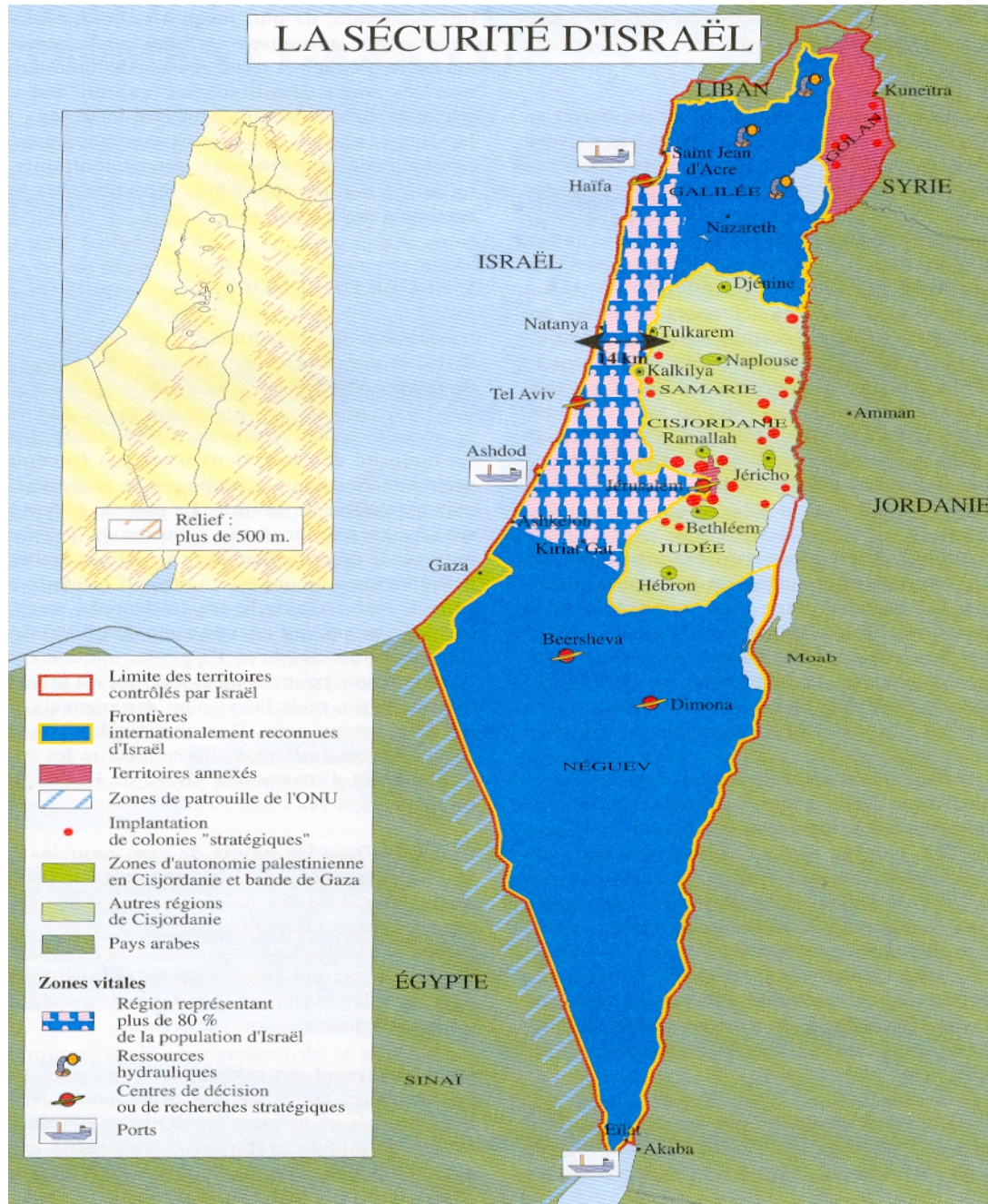
Annexe 4 : Les confessions¹¹⁴



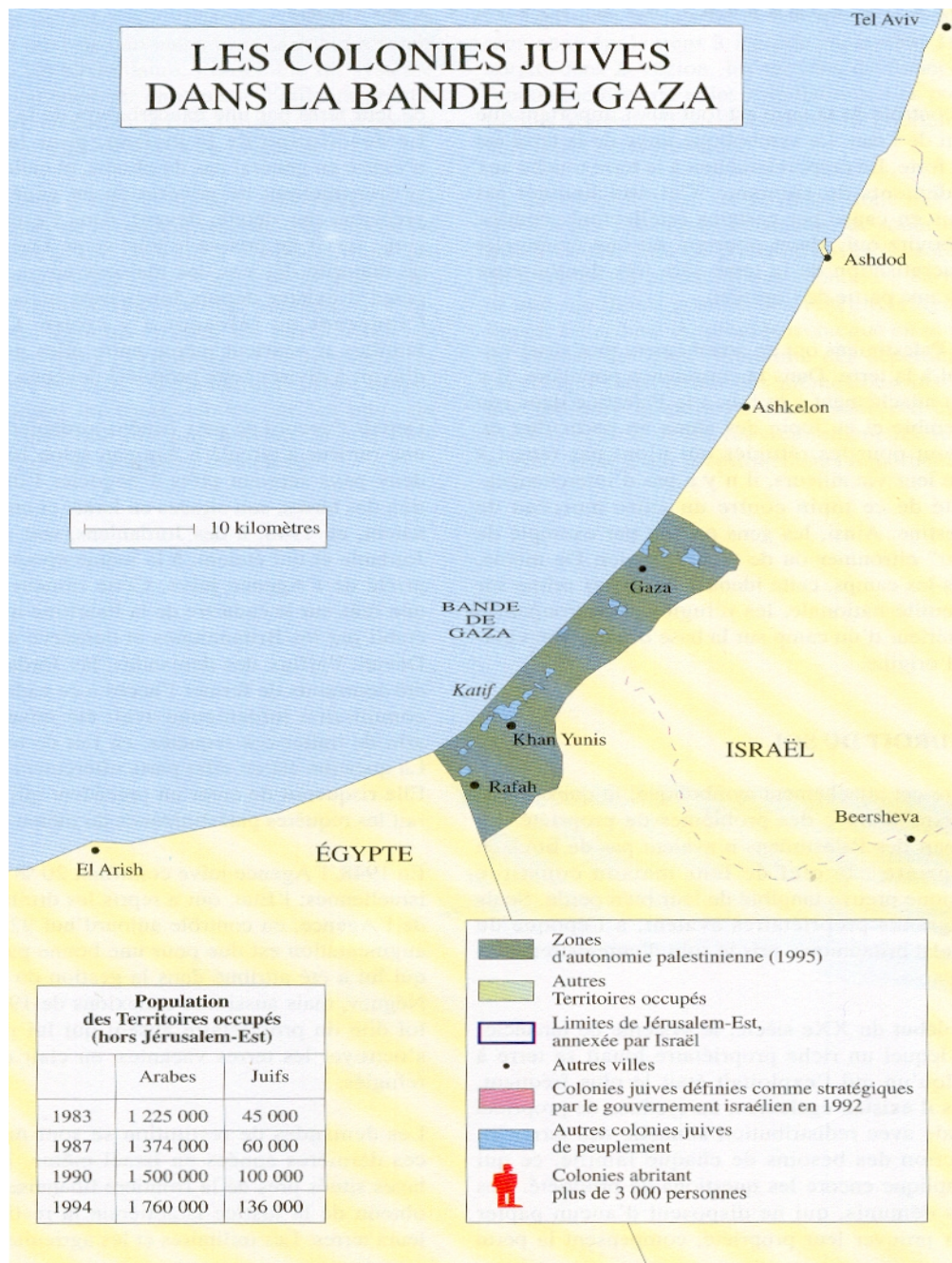
Annexe 5 : La densité¹¹⁵



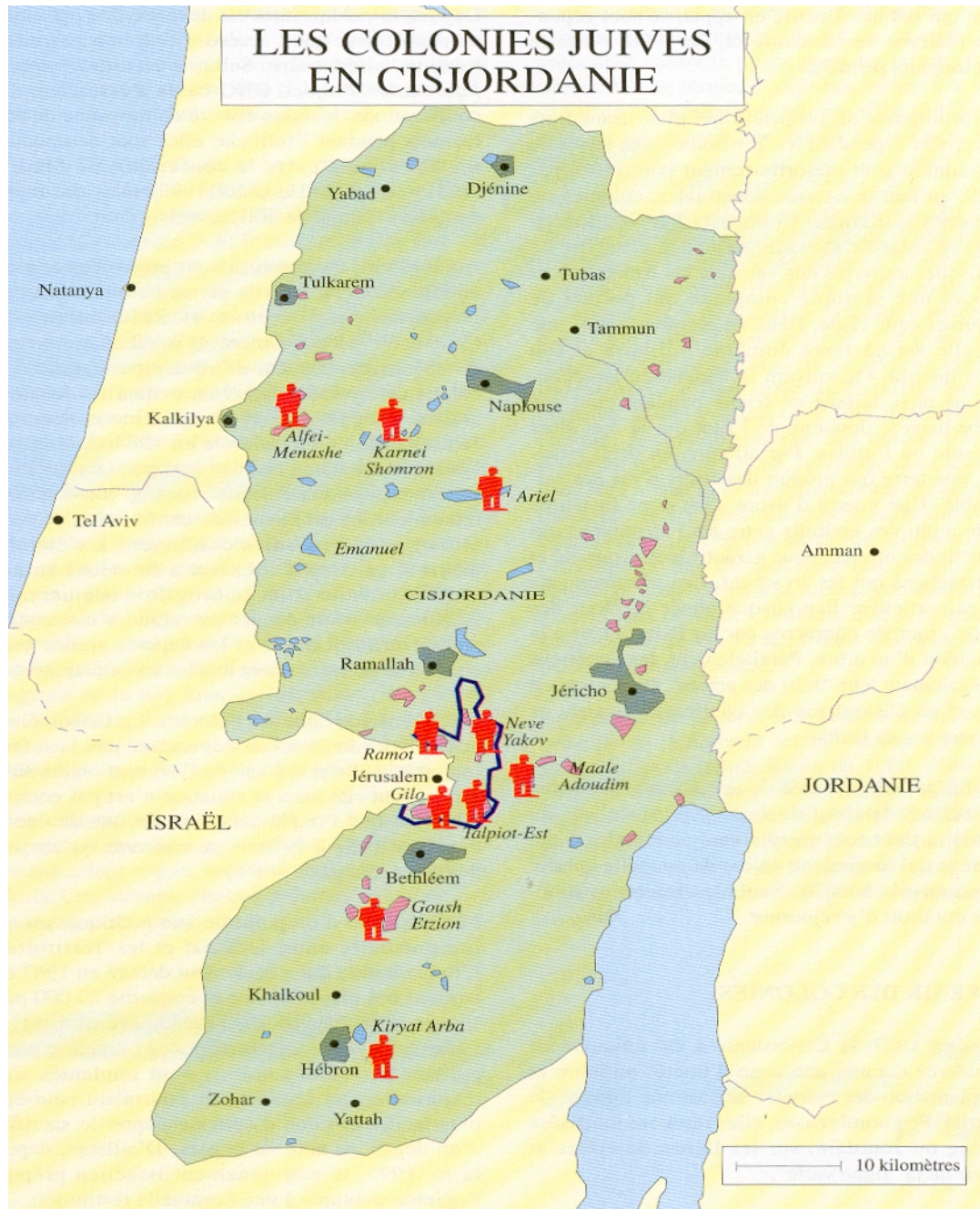
Annexe 6 : La sécurité d'Israël¹¹⁶



Annexe 7 : Les colonies juives dans la bande de Gaza¹¹⁷



Annexe 8 : Les colonies juives en Cisjordanie¹¹⁸



Annexe 9 : La propriété de la terre dans les territoires occupés¹¹⁹

